

## Chambre des Représentants

SESSION 1965-1966

12 MAI 1966

### PROJET DE LOI

relatif à l'indemnisation des travailleurs licenciés  
en cas de fermeture d'entreprises.

### RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION  
DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL (1)

PAR M. SCHYNS.

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a consacré trois réunions à l'examen  
du présent projet de loi.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail en a exposé la  
portée comme suit :

La loi du 27 juin 1960 relative à l'indemnisation des tra-  
vailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises avait  
un caractère expérimental.

C'est pour cette raison que sa validité fut limitée à trois  
ans, avec possibilité de prorogation par arrêté royal, pour  
une durée de deux ans maximum.

A l'expiration de la prorogation de deux ans décidée  
par l'arrêté royal du 24 juin 1963, une nouvelle prorogation

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Pêtre.

A. — Membres : MM. Duerinck, Eneman, Kelchtermans, Magnée,  
Pêtre, Schyns, Verhenne, M<sup>me</sup> Verlact-Gevaert, N. — MM. Castel,  
Christiaenssens, Collart (Marcel), M<sup>me</sup> Copée-Gerbinet, MM. De Keu-  
leneir, Major, Namèche, Nyffels. — MM. Borsu, Cantillon, Ciselet,  
Hubaux, Martens. — M. Schiltz.

B. — Suppléants : MM. Berghmans, Bijens, Callebert, Clacys,  
Henckens. — MM. Demets, Paque (Simon), Thys, Vanderhaegen. —  
MM. D'haeseleer, Gustin, Mergam. — M. Wouters.

Voir :

166 (1965-1966) :

- N° 1 : Projet de loi.
- N° 2 : Amendements.

## Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1965-1966

12 MEI 1966

### WETSONTWERP

betreffende de schadeloosstelling van de werk-  
nemers die ontslagen worden bij sluiting van  
ondernemingen.

### VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE  
VOOR DE TEWERKSTELLING EN ARBEID (1)

UITGEBRACHT DOOR DE HEER SCHYNS.

DAMES EN HEREN,

Uw Commissie heeft aan de bespreking van het onder-  
havige wetsontwerp drie vergaderingen gewijd.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid heeft de  
draagwijdte van dit ontwerp als volgt toegelicht :

De wet van 27 juni 1960 betreffende de schadeloosstelling  
van de werknemers die ontslagen worden bij sluiting van  
ondernemingen had een experimenteel karakter.

Daarom werd de duur ervan beperkt tot drie jaar, met  
de mogelijkheid die bij koninklijk besluit met maximum  
twee jaar te verlengen.

Toen de verlenging met twee jaar, waartoe bij koninklijk  
besluit van 24 juni 1963 was beslist, verstreken was, werd

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Pêtre.

A. — Leden : de heren Duerinck, Eneman, Kelchtermans, Magnée,  
Pêtre, Schyns, Verhenne, Mevr. Verlact-Gevaert. — de heren Castel,  
Christiaenssens, Collart (Marcel), Mevr. Copée-Gerbinet, de heren  
De Keuleneir, Major, Namèche, Nyffels. — de heren Borsu, Cantillon,  
Ciselet, Hubaux, Martens. — de heer Schiltz.

B. — Plaatsvervangers : de heren Berghmans, Bijens, Callebert,  
Clacys, Henckens. — de heren Demets, Paque (Simon), Thys, Vander-  
haegen. — de heren D'haeseleer, Gustin, Mergam. — de heer Wouters.

Zie :

166 (1965-1966) :

- N° 1 : Wetsontwerp.
- N° 2 : Amendementen.

d'un an fut décidée par la loi du 12 avril 1965, en vue de permettre au gouvernement d'élaborer un nouveau régime définitif destiné à remplacer le régime provisoire actuel.

Ce nouveau régime s'inspire très largement de l'avis n° 210, émis par le Conseil national du travail le 18 février 1965 sur proposition de sa commission pour la fermeture d'entreprises.

Il est indéniable que des progrès importants ont été accomplis au sein de cet organisme consultatif depuis l'année 1959 où il fut consulté pour la première fois sur le problème des mesures à prendre en vue de protéger les travailleurs contre les conséquences des fermetures d'entreprises !

En effet, en réponse à une demande d'avis que M. Behogne, Ministre de l'Emploi et du Travail à l'époque, lui adressait le 10 mars 1959, le Conseil national du travail constatant que les points de vue exprimés par les membres représentant les organisations de chefs d'entreprises et par ceux représentant les organisations de travailleurs étaient fort divergents, décidait d'adresser au Ministre trois notes exposant les positions respectives du groupe des chefs d'entreprise, de la Fédération Générale du Travail de Belgique et de la Confédération des Syndicats Chrétiens (Avis n° 111, du 11 juin 1959).

L'expérience a démontré la sagesse des dispositions légales prises en 1960, puisque cinq ans plus tard l'unanimité s'est faite au sein du Conseil national du travail en faveur de l'instauration d'un régime définitif fondé sur les mêmes principes que la loi du 27 juin 1960, notamment :

- l'information préalable des autorités et organismes intéressés, ainsi que des travailleurs touchés par la fermeture;
- l'indemnisation de ces travailleurs, pour autant qu'ils remplissent certaines conditions;
- la possibilité d'instaurer une procédure en vue de favoriser le placement du personnel touché par la fermeture.

Par contre une divergence subsiste entre les représentants des organisations de travailleurs qui préconisent l'extension du champ d'application de la loi aux entreprises occupant au moins 25 travailleurs et les représentants des organisations d'employeurs qui proposent de maintenir le minimum de 50 travailleurs effectivement occupés, tout en prévoyant la possibilité de réduire ce chiffre par arrêté royal pris soit sur proposition de la commission paritaire compétente soit après avis du Conseil national du travail.

Tenant compte notamment du fait que seules les entreprises occupant au minimum 50 travailleurs ont assuré jusqu'à présent le financement du Fonds, le Gouvernement propose de maintenir le minimum de 50 travailleurs occupés avec possibilité de réduire ce chiffre par arrêté royal. Cet arrêté royal devra être pris sur proposition de la commission paritaire compétente ou après avis du Conseil national du travail et devra être délibéré en Conseil des Ministres.

Le calcul du nombre moyen de travailleurs occupés s'effectuera désormais sur une période de douze mois correspondant à l'année civile qui précède la fermeture.

Diverses améliorations techniques dictées par l'expérience de l'application de la loi de 1960 sont apportées par le présent projet aux règles actuellement en vigueur.

Une des conditions de la « fermeture d'entreprise » était, sous l'empire de la loi de 1960, entre autres le licenciement

et d'un nouveau prolongement avec un an décidé par la loi du 12 avril 1965. Cette prolongation avait pour but de permettre au Gouvernement d'élaborer un nouveau régime définitif destiné à remplacer le régime provisoire actuel.

Ce nouveau régime s'inspire très largement de l'avis n° 210, émis par le Conseil national du travail le 18 février 1965 sur proposition de sa commission pour la fermeture d'entreprises.

Il est indéniable que des progrès importants ont été accomplis au sein de cet organisme consultatif depuis l'année 1959 où il fut consulté pour la première fois sur le problème des mesures à prendre en vue de protéger les travailleurs contre les conséquences des fermetures d'entreprises !

En effet, en réponse à une demande d'avis que M. Behogne, Ministre de l'Emploi et du Travail à l'époque, lui adressait le 10 mars 1959, le Conseil national du travail constatant que les points de vue exprimés par les membres représentant les organisations de chefs d'entreprises et par ceux représentant les organisations de travailleurs étaient fort divergents, décidait d'adresser au Ministre trois notes exposant les positions respectives du groupe des chefs d'entreprise, de la Fédération Générale du Travail de Belgique et de la Confédération des Syndicats Chrétiens (Avis n° 111, du 11 juin 1959).

L'expérience a démontré la sagesse des dispositions légales prises en 1960, puisque cinq ans plus tard l'unanimité s'est faite au sein du Conseil national du travail en faveur de l'instauration d'un régime définitif fondé sur les mêmes principes que la loi du 27 juin 1960, notamment :

- l'information préalable des autorités et organismes intéressés, ainsi que des travailleurs touchés par la fermeture;
- l'indemnisation de ces travailleurs, pour autant qu'ils remplissent certaines conditions;
- la possibilité d'instaurer une procédure en vue de favoriser le placement du personnel touché par la fermeture.

Par contre une divergence subsiste entre les représentants des organisations de travailleurs qui préconisent l'extension du champ d'application de la loi aux entreprises occupant au moins 25 travailleurs et les représentants des organisations d'employeurs qui proposent de maintenir le minimum de 50 travailleurs effectivement occupés, tout en prévoyant la possibilité de réduire ce chiffre par arrêté royal pris soit sur proposition de la commission paritaire compétente soit après avis du Conseil national du travail.

Tenant compte notamment du fait que seules les entreprises occupant au minimum 50 travailleurs ont assuré jusqu'à présent le financement du Fonds, le Gouvernement propose de maintenir le minimum de 50 travailleurs occupés avec possibilité de réduire ce chiffre par arrêté royal. Cet arrêté royal devra être pris sur proposition de la commission paritaire compétente ou après avis du Conseil national du travail et devra être délibéré en Conseil des Ministres.

Le calcul du nombre moyen de travailleurs occupés s'effectuera désormais sur une période de douze mois correspondant à l'année civile qui précède la fermeture.

Diverses améliorations techniques dictées par l'expérience de l'application de la loi de 1960 sont apportées par le présent projet aux règles actuellement en vigueur.

Une des conditions de la « fermeture d'entreprise » était, sous l'empire de la loi de 1960, entre autres le licenciement

et d'un nouveau prolongement avec un an décidé par la loi du 12 avril 1965. Cette prolongation avait pour but de permettre au Gouvernement d'élaborer un nouveau régime définitif destiné à remplacer le régime provisoire actuel.

Ce nouveau régime s'inspire très largement de l'avis n° 210, émis par le Conseil national du travail le 18 février 1965 sur proposition de sa commission pour la fermeture d'entreprises.

Il est indéniable que des progrès importants ont été accomplis au sein de cet organisme consultatif depuis l'année 1959 où il fut consulté pour la première fois sur le problème des mesures à prendre en vue de protéger les travailleurs contre les conséquences des fermetures d'entreprises !

En effet, en réponse à une demande d'avis que M. Behogne, Ministre de l'Emploi et du Travail à l'époque, lui adressait le 10 mars 1959, le Conseil national du travail constatant que les points de vue exprimés par les membres représentant les organisations de chefs d'entreprises et par ceux représentant les organisations de travailleurs étaient fort divergents, décidait d'adresser au Ministre trois notes exposant les positions respectives du groupe des chefs d'entreprise, de la Fédération Générale du Travail de Belgique et de la Confédération des Syndicats Chrétiens (Avis n° 111, du 11 juin 1959).

L'expérience a démontré la sagesse des dispositions légales prises en 1960, puisque cinq ans plus tard l'unanimité s'est faite au sein du Conseil national du travail en faveur de l'instauration d'un régime définitif fondé sur les mêmes principes que la loi du 27 juin 1960, notamment :

- l'information préalable des autorités et organismes intéressés, ainsi que des travailleurs touchés par la fermeture;
- l'indemnisation de ces travailleurs, pour autant qu'ils remplissent certaines conditions;
- la possibilité d'instaurer une procédure en vue de favoriser le placement du personnel touché par la fermeture.

Par contre une divergence subsiste entre les représentants des organisations de travailleurs qui préconisent l'extension du champ d'application de la loi aux entreprises occupant au moins 25 travailleurs et les représentants des organisations d'employeurs qui proposent de maintenir le minimum de 50 travailleurs effectivement occupés, tout en prévoyant la possibilité de réduire ce chiffre par arrêté royal pris soit sur proposition de la commission paritaire compétente soit après avis du Conseil national du travail.

Tenant compte notamment du fait que seules les entreprises occupant au minimum 50 travailleurs ont assuré jusqu'à présent le financement du Fonds, le Gouvernement propose de maintenir le minimum de 50 travailleurs occupés avec possibilité de réduire ce chiffre par arrêté royal. Cet arrêté royal devra être pris sur proposition de la commission paritaire compétente ou après avis du Conseil national du travail et devra être délibéré en Conseil des Ministres.

Le calcul du nombre moyen de travailleurs occupés s'effectuera désormais sur une période de douze mois correspondant à l'année civile qui précède la fermeture.

Diverses améliorations techniques dictées par l'expérience de l'application de la loi de 1960 sont apportées par le présent projet aux règles actuellement en vigueur.

Une des conditions de la « fermeture d'entreprise » était, sous l'empire de la loi de 1960, entre autres le licenciement

immédiat ou progressif d'au moins 75 % du personnel calculé sur les douze mois précédents.

Le projet remplace cette notion par le critère du maintien en service de moins de 25 % du personnel. Il est plus simple de calculer le nombre de travailleurs occupés à un moment donné que le nombre de travailleurs licenciés pendant une période pouvant être assez longue.

Cette réduction du personnel en deçà de 25 % doit également s'apprécier par rapport au nombre moyen de travailleurs qui ont été occupés au cours de l'année civile précédant la fermeture.

Ainsi sont uniformisées les périodes de référence pour apprécier si une entreprise tombe dans le champ d'application de la loi et s'il y a fermeture de cette entreprise.

La fermeture est toujours censée prendre cours le premier jour d'un mois déterminé.

En raison de la hausse du coût de la vie, les montants de l'indemnité de licenciement sont majorés de 10 % et pourront être rattachés, par arrêté royal, à l'indice des prix de détail du Royaume. Ils s'élèvent à :

| Montant<br>de l'indemnité | Ancienneté du travailleur<br>dans l'entreprise |
|---------------------------|------------------------------------------------|
| 5 500 F ... ..            | de 5 ans au moins à moins de 10 ans            |
| 11 000 F ... ..           | de 10 ans au moins à moins de 20 ans           |
| 16 500 F ... ..           | de 20 ans au moins                             |

L'indemnité de licenciement doit en principe être payée par l'employeur qui ferme son entreprise. Toutefois, si l'employeur reste en défaut de le faire, cette indemnité est directement payée aux travailleurs par le « Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises ».

Le Fonds a été financé par des cotisations patronales fixées à 30 F par travailleur de l'entreprise assujéti à la sécurité sociale et perçues au cours des années 1960 à 1962.

En conséquence, l'actif disponible s'est élevé à :

geleidelijke afdanking van ten minste 75 % van het personeel, berekend over de twaalf vorige maanden.

Het ontwerp vervangt dit begrip door het criterium van het in dienst houden van minder dan 25 % van het personeel. Het is veel eenvoudiger het op een bepaald ogenblik tewerkgestelde getal werknemers vast te stellen dan wel het getal der werknemers te bepalen die afgedankt werden tijdens een periode die tamelijk lang kan zijn.

Deze vermindering van het personeel tot beneden 25 % moet eveneens berekend worden in functie van het gemiddeld aantal werknemers die werden tewerkgesteld in de loop van het kalenderjaar dat aan de sluiting voorafging.

Op die manier wordt eenheid gebracht in de referentieperioden die moeten in acht genomen worden om uit te maken of een onderneming onder toepassing valt van de wet en of er sluiting is van deze onderneming.

De sluiting wordt steeds geacht in te gaan de eerste dag van een bepaalde maand.

Om reden van de stijging der kosten van levensonderhoud wordt de vergoeding wegens ontslag verhoogd met 10 % en kan zij bij koninklijk besluit worden aangepast aan het indexcijfer van de kleinhandelsprijzen van het Rijk. Zij bedraagt thans :

| Bedrag van<br>de vergoeding | Anciënniteit van de werknemer<br>in de onderneming |
|-----------------------------|----------------------------------------------------|
| 5 500 F ... ..              | van tenminste 5 jaar tot minder dan 10 jaar        |
| 11 000 F ... ..             | van tenminste 10 jaar tot minder dan 20 jaar       |
| 16 500 F ... ..             | tenminste 20 jaar.                                 |

De vergoeding wegens ontslag moet in principe worden betaald door de werkgever wiens onderneming wordt gesloten. Indien de werkgever evenwel in gebreke blijft dit te doen, wordt deze vergoeding rechtstreeks aan de afgedankte werknemers betaald door het « Fonds tot vergoeding van de bij sluiting van ondernemingen ontslagen werknemers. »

Het Fonds werd gefinancierd door patronale bijdragen, vastgesteld op 30 F per werknemer van de onderneming en onderworpen aan de maatschappelijke zekerheid, en geïnd tijdens de jaren 1960 tot 1962.

Aldus bedroeg het beschikbaar actief :

|                   | Disponible<br>Beschikbaar | Indemnités<br>payées par an<br>Uitgaven<br>en vergoedingen<br>per jaar | Frais d'administration<br>Administratieve<br>uitgaven | Récupérations<br>Terugvorderingen |
|-------------------|---------------------------|------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|-----------------------------------|
| 31-12-1960 ... .. | 19 998 636 F              | —                                                                      | 1 864 F                                               | —                                 |
| 31-12-1961 ... .. | 53 853 826 F              | 1 916 689 F                                                            | 787 F                                                 | —                                 |
| 31-12-1962 ... .. | 81 969 276 F              | 3 810 860 F                                                            | 18 200 F                                              | 298 197 F                         |
| 31-12-1963 ... .. | 84 043 884 F              | 4 143 744 F                                                            | 16 030 F                                              | 288 765 F                         |
| 31-12-1964 ... .. | 83 313 468 F              | 4 815 155 F                                                            | 4 525 F                                               | 65 020 F                          |
| 31-12-1965 ... .. | 79 509 015 F              | 7 047 820 F                                                            | 10 205 F                                              | 283 693 F                         |
| 31-3-1966 ... ..  | 78 559 446 F              | 1 141 280 F                                                            | 14 500 F                                              | 9 000 F                           |

L'actif de 78 559 446 F disponible au 31 mars permettra au Fonds d'intervenir pendant plusieurs années encore sans que de nouvelles cotisations doivent être versées par les employeurs.

Het op 31 maart 1966 beschikbare actief van 78 559 446 F zal het Fonds in staat stellen om nog gedurende menige jaren te vergoeden zonder dat nieuwe bijdragen door de werkgevers moeten gestort worden.

Jusqu'au 31 décembre 1965 la loi actuelle a été appliquée à 101 fermetures d'entreprises.

Par année civile ces fermetures se répartissent comme suit :

|      |                |
|------|----------------|
| 1960 | 7 (demi-année) |
| 1961 | 15             |
| 1962 | 18             |
| 1963 | 17             |
| 1964 | 21             |
| 1965 | 23             |
|      | <hr/>          |
|      | 101            |

Jusqu'à la même date le Fonds est intervenu pour 53 d'entre elles pour un montant total de 21 734 268 F. Les employeurs ont payé dans les 48 autres cas des indemnités s'élevant à un montant total de 26 718 200 F.

Il résulte des tableaux ci-après, que les branches d'activité les plus touchées sont le textile, le métal et la construction, et les provinces les plus touchées, la Flandre orientale, le Brabant, Anvers et le Hainaut.

Tableau 1.

*Fermetures par branche d'activité :*

|                           |    |
|---------------------------|----|
| Textile                   | 37 |
| Métal                     | 16 |
| Construction              | 13 |
| Matériaux de construction | 3  |
| Chaussures                | 7  |
| Alimentation              | 7  |
| Produits chimiques        | 5  |
| Bois                      | 4  |
| Banques                   | 1  |
| Imprimerie et édition     | 1  |
| Verre                     | 1  |
| Tabac                     | 2  |
| Faïencerie                | 1  |
| Céramique                 | 2  |
| Transport                 | 1  |

Tableau 2.

*Fermetures par province :*

|                     |    |
|---------------------|----|
| Brabant             | 21 |
| Flandre occidentale | 29 |
| Flandre orientale   | 7  |
| Anvers              | 15 |
| Limbourg            | 3  |
| Liège               | 8  |
| Hainaut             | 15 |
| Namur               | 3  |

Total ... 101

En conclusion, on peut affirmer que l'institution auprès de l'Office national de l'emploi, d'un « Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises » doté d'une personnalité juridique distincte, a été une réussite. Son financement est largement assuré, ses frais d'administration sont minimes et son fonctionnement satisfait les parties intéressées.

Tot op 31 december 1965 werd de huidige wet toegepast op 101 sluitingen van onderneming.

Deze sluitingen zijn per kalenderjaar als volgt verdeeld :

|      |               |
|------|---------------|
| 1960 | 7 (half jaar) |
| 1961 | 15            |
| 1962 | 18            |
| 1963 | 17            |
| 1964 | 21            |
| 1965 | 23            |
|      | <hr/>         |
|      | 101           |

Tot op dezelfde datum heeft het Fonds in 53 gevallen vergoedingen uitgekeerd voor een totaal bedrag van 21 734 268 F. De werkgevers hebben in de 48 overige gevallen vergoedingen betaald voor een totaal van 26 718 200 F.

Uit de hierna volgende tabellen blijkt dat onder de bedrijfstakken de textielbedrijven, de metaalbedrijven en de bouwbedrijven het meest werden getroffen en dat de meest getroffen provincies zijn : Oost-Vlaanderen, Brabant, Antwerpen en Henegouwen.

Tabel 1.

*Sluitingen per bedrijfstak :*

|                         |    |
|-------------------------|----|
| Textiel                 | 37 |
| Metaal                  | 16 |
| Bouw                    | 13 |
| Bouwmaterialen          | 3  |
| Schoenen                | 7  |
| Voeding                 | 7  |
| Scheikundige produkten  | 5  |
| Hout                    | 4  |
| Banken                  | 1  |
| Drukkerij en uitgeverij | 1  |
| Glas                    | 1  |
| Tabak                   | 2  |
| Faïence                 | 1  |
| Ceramiek                | 2  |
| Transport               | 1  |

Tabel 2.

*Sluitingen per provincie :*

|                 |    |
|-----------------|----|
| Brabant         | 21 |
| Oost-Vlaanderen | 29 |
| West-Vlaanderen | 7  |
| Antwerpen       | 15 |
| Limburg         | 3  |
| Luik            | 8  |
| Henegouwen      | 15 |
| Namen           | 3  |

Totaal ... 101

Tot besluit kan worden gezegd dat de oprichting, bij de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, van een Fonds tot vergoeding van de in geval van sluiting van ondernemingen ontslagen werknemers, dat een onderscheiden rechtspersoonlijkheid bezit, als geslaagd mag worden beschouwd. Zijn financiering is ruimschoots verzekerd, zijn administratiekosten zijn miniem en zijn werking voldoet de betrokken partijen.

Le Gouvernement espère que dans le cadre de sa politique de l'emploi, les dispositions du jet de loi seront de nature à favoriser une meilleure stabilité de l'emploi et une sécurité accrue des revenus du travail qui ne peuvent que contribuer à consolider la paix sociale.

### Discussion générale.

Un membre constate que le projet en discussion a été conçu par le gouvernement précédent ce qui permet d'espérer qu'il obtiendra une large majorité.

Le projet l'a néanmoins déçu dans une certaine mesure. Tout en reconnaissant volontiers qu'il présente pas mal d'aspects positifs, il regrette que, à l'issue d'une période d'essai de six ans, on se soit borné à déposer un texte ne relevant que les aspects techniques de l'avis débattu au sein du Conseil national du travail, à savoir les fermetures considérées comme des faits accomplis et les moyens d'adoucir quelque peu les effets qui en résultent pour les travailleurs. Il aurait souhaité qu'il fasse également écho à l'optique sociale renforcée qui a caractérisé l'évolution de la notion de l'entreprise au cours des dernières années et cela tant dans certains milieux patronaux qu'au sein des organisations de travailleurs. Cette optique sociale concerne le statut social des travailleurs au sein de l'entreprise et leur droit d'être entendus lors des décisions importantes.

Le même membre souligne ensuite l'acuité du problème des fermetures malgré la haute conjoncture économique actuelle, acuité que révèlent notamment, pour certaines régions, les chiffres fournis par le Ministre.

Dans cet ordre d'idées il rappelle que, lors de la discussion du budget de l'Emploi et du Travail en séance publique du 6 avril dernier, il a énuméré les quatre conditions auxquelles, selon lui, la nouvelle loi qui remplacera celle du 27 juin 1960 devrait satisfaire :

1) il faut que la nouvelle loi ait un *caractère définitif*; en effet, il a été amplement démontré que la loi de 1960 répond à une nécessité;

2) *l'extension du champ d'application de la loi* à des entreprises occupant un nombre de travailleurs plus limité que celui prévu par la loi actuelle, 25 par exemple.

A cet égard également le projet a déçu le commissaire.

En effet, non seulement il maintient le nombre de cinquante travailleurs, mais il rend plus rigoureuse la procédure à suivre pour réduire ce nombre : c'est ainsi qu'il dispose notamment que l'adoption d'une proposition d'une commission paritaire par voie d'arrêté royal devra être soumise à l'approbation du Conseil de Ministres. Or, le membre tient à ce que, loin de la freiner par quelque mesure, on facilite autant que possible l'élaboration d'un statut social au sein des différentes branches d'industrie par les intéressés eux-mêmes. Il signale à cet égard que jusqu'à présent, dans deux cas seulement, des commissions paritaires se sont entendues pour réduire le nombre de travailleurs requis en deçà de cinquante, à savoir dans l'industrie du tabac et dans certaines entreprises de transport.

3) *l'adaptation de l'indemnité de fermeture* : à cet égard le commissaire formule les critiques suivantes :

— l'adaptation prévue par le projet est inférieure à ce qu'elle aurait dû être si on l'avait rattachée à l'évolution

De Regering spreekt de hoop uit dat de bepalingen van dit wetsontwerp, in het raam van haar politiek van tewerkstelling, de stabiliteit van betrekking en de zekerheid van de inkomsten uit arbeid zullen vergroten, hetgeen zeker moet bijdragen tot een versteviging van de sociale vrede.

### Algemene bespreking.

Een lid constateert dat dit ontwerp door de vorige regering is uitgewerkt, wat laat veronderstellen dat het op een ruime meerderheid zal mogen rekenen.

Niettemin heeft het ontwerp hem tot op zekere hoogte teleurgesteld. Hoewel hij geredelijk toegeeft dat het heel wat positieve kanten heeft, vindt hij het toch jammer dat men zich ertoe bepaald heeft na een proefperiode van zes jaar een ontwerp in te dienen waarin alleen maar de technische aspecten van het in de Nationale Arbeidsraad behandelde advies naar voren zijn gebracht : de sluitingen welke worden beschouwd als voldongen feiten, alsmede de middelen om de daaruit voor de werknemers voortspruitende gevolgen enigszins te verzachten. Verder had hij graag gezien dat het ontwerp de versterkte sociale tendens weergaf, welke de ontwikkeling van het begrip onderneming in de laatste jaren kenmerkt, zulks zowel in bepaalde werkgeverskringen als in de arbeidersorganisaties. Die sociale strekking heeft betrekking op de sociale status van de werknemers in de onderneming en hun recht om te worden gehoord wanneer belangrijke beslissingen worden genomen.

Vervolgens wijst hetzelfde lid op de ernst van het vraagstuk der sluitingen, in weerwil van de huidige hoogconjunctuur, zoals blijkt uit de cijfers welke de Minister voor sommige streken heeft verstrekt.

In verband daarmee herinnert hij eraan dat hij tijdens de behandeling van de begroting van Arbeid en Tewerkstelling in de openbare vergadering van 6 april j.l. de vier voorwaarden heeft opgesomd waaraan de nieuwe wet, welke die van 27 juni 1960 moet vervangen, zijns inziens dient te voldoen :

1) de nieuwe wet moet een *definitief karakter* hebben : het is immers een uitgemaakte zaak dat de wet van 1960 aan een behoefte beantwoordt;

2) *de werkingssfeer van de wet moet worden uitgebreid* tot ondernemingen welke een kleiner aantal werknemers tewerkstellen dan het door de huidige wet vastgestelde aantal, b.v. 25.

Ook op dit punt heeft het ontwerp bij het commissielid teleurstelling gewekt.

Niet alleen wordt het vereiste aantal werknemers op 50 behouden, maar de procedure om dit cijfer te verminderen wordt nog moeilijker gemaakt : zo wordt met name bepaald dat de goedkeuring van een voorstel van een paritair comité niet kan geschieden dan na overleg in de Ministeraad; het lid nu staat erop dat de uitwerking door de betrokkene zelf van een sociaal statuut in de onderscheiden industrietakken niet door enigerlei maatregel wordt geremd, maar integendeel bevorderd. In dit verband wijst hij erop dat er tot op heden slechts in twee paritaire comités overeenstemming is bereikt om het vereiste aantal werknemers op minder dan vijftig vast te stellen, nl. in de tabaknijverheid en in sommige transportbedrijven.

3) *verhoging van de sluitingsvergoeding* : in dit verband levert het commissielid volgende kritiek :

— de in het ontwerp bepaalde vergoeding ligt beneden het bedrag dat zou uitgekeerd zijn indien de vergoeding

de l'indice du coût de la vie depuis 1960 (17 % en plus au lieu des 10 % prévus par le projet);

— contrairement à certaines suggestions faites au sein du C. N. T., l'indexation future de l'indemnité n'est pas formulée en des termes suffisamment obligatoires;

— enfin, il faudrait, selon le commissaire, réduire en faveur des jeunes travailleurs le nombre d'années d'ancienneté requis pour pouvoir bénéficier de l'indemnité de fermeture; la situation dans l'industrie textile p. ex. qui occupe un nombre considérable de jeunes, démontre le bien-fondé de ce vœu.

4) inscription dans la loi des mêmes dispositions générales en matière de *reconversion et de remplacement* que celles qui sont à la base de l'accord intervenu entre les syndicats et le gouvernement en ce qui concerne les fermetures de charbonnages.

Néanmoins, selon le commissaire, la critique la plus fondamentale touchant le projet concerne précisément l'absence de toute innovation dans le domaine du placement des travailleurs licenciés.

C'est ainsi qu'en cas de carence des commissions paritaires compétentes, le Roi est autorisé à se substituer à elles pour la fixation des modalités d'information, mais non pas pour l'organisation du placement.

Enfin, évoquant les considérations générales reprises ci-avant le commissaire demande que le gouvernement lui-même prenne l'initiative d'améliorer le projet; à cet égard il réitère certaines suggestions qu'il vient de faire.

Un autre commissaire se rallie à ces critiques; selon lui le projet est insuffisamment étudié et il s'y décèle un manque réel d'imagination et d'innovation. Il reste basé sur et inspiré par le système capitaliste et de plus le facteur travail est par trop ignoré lorsqu'il s'agit de prendre des décisions importantes telles que des fermetures, des fusions, etc... En citant des exemples, le membre prétend que ces décisions continuent à relever du seul facteur capital qui trop souvent ne tient compte que de ses seuls intérêts et a trop tendance à négliger les aspects sociaux et humains des problèmes...

L'essentiel du projet aurait dû, à son avis, tendre à énoncer les mesures qui devraient permettre à prévenir éventuellement des fermetures et à armer par exemple à cet effet les autorités et organisations intéressées.

L'évolution du problème en question qui vient d'être esquissé, devrait être envisagée dans le sens indiqué par le membre qui pose la question de savoir s'il n'y aurait pas lieu d'en confier l'examen à une commission d'étude qui pourrait être constituée au sein du C. N. T.

Enfin, quel sera le rapport entre cette nouvelle évolution et les mesures envisagées en cas de fermetures de charbonnages: si les deux ne sont pas liées, ces dernières mesures risquent de tomber à faux et de ne pas être appliquées.

Un autre membre rend hommage aux efforts fournis par les gouvernements successifs dans le domaine couvert par le projet de loi; il constate à son tour que la preuve est faite qu'il faut conférer à la loi de 1960 un caractère définitif; il reproche néanmoins au Ministre d'avoir, dans l'élaboration du projet, réservé une part trop large à la thèse patronale défendue au sein du C. N. T.; par contre, la thèse des organisations syndicales et plus particulièrement celle de la F. G. T. B. n'a pas trouvé l'écho qu'elle méritait: il en résulte que le texte n'est pas assez progressiste et présente des lacunes que tendent à combler, dans une certaine mesure,

was gekoppeld aan de ontwikkeling van het indexcijfer van de kosten van levensonderhoud sedert 1960 (17 % meer in plaats van de in het ontwerp bepaalde 10 %);

— in tegenstelling met sommige voorstellen die in de Nationale Arbeidsraad zijn gedaan, wordt de koppeling, in de toekomst, van de vergoeding aan het indexcijfer niet dwingend genoeg geformuleerd;

— ten slotte moet het aantal jaren anciënniteit die vereist zijn om de sluitingsvergoeding te kunnen genieten, naar de mening van het commissielid, worden verminderd ten gunste van de jonge werknemers; de toestand in de textielnijverheid b.v., waarin veel jonge werknemers zijn tewerkgesteld, bewijst dat die wens gerechtvaardigd is.

4) opneming in de wet van dezelfde algemene bepalingen inzake *omschakeling en wedertewerkstelling* die ten grondslag liggen aan de overeenkomst tussen de vakbonden en de Regering wat de sluiting van de steenkolenmijnen betreft.

Toch houdt, naar de mening van het lid, de meest fundamentele kritiek die op het ontwerp kan worden uitgebracht, precies verband met het ontbreken van nieuwe inzichten inzake plaatsing van de ontslagen werknemers.

Zo is de Koning gemachtigd, wanneer de bevoegde paritaire comités in gebreke blijven, om in hun plaats op te treden voor de vaststelling van de wijze van voorlichting, maar niet voor de organisatie van de plaatsing.

Ten slotte vraagt het lid, onder verwijzing naar de bovenstaande algemene beschouwingen, dat de Regering zelf verbeteringen aanbrengt in het ontwerp; in dit verband herhaalt hij nogmaals sommige suggesties die hij zopas heeft gedaan.

Een ander lid van de Commissie valt deze kritiek bij; zijns inziens is het ontwerp niet voldoende bestudeerd en getuigt het van weinig verbeeldingskracht en zin voor innovatie. Het is nog altijd gebaseerd op en het laat zich leiden door het kapitalistische stelsel en bovendien wordt met de factor arbeid al te weinig rekening gehouden wanneer belangrijke beslissingen zoals die in verband met sluitingen, fusies, enz. moeten worden genomen. Het lid citeert voorbeelden en voert aan dat de desbetreffende beslissingen uitsluitend blijven afhangen van de factor kapitaal, waarbij slechts welbepaalde belangen tellen en men geneigd is de sociale en humane aspecten van de zaak te veronachtzamen...

Volgens hem diende het doel van het ontwerp hoofdzakelijk te zijn: een opsomming van maatregelen welke het eventueel mogelijk zouden maken sluitingen te voorkomen en de betrokken autoriteiten en organisaties met het oog daarop te wapenen.

De ontwikkeling van het zopas geschetste probleem zou in die zin onder de ogen moeten worden gezien, en het lid vraagt zich af of het onderzoek ervan niet zou moeten worden toevertrouwd aan een studiegcomité dat in de Nationale Arbeidsraad zou moeten worden opgericht.

Ten slotte rijst de vraag hoe die nieuwe ontwikkeling van zaken zich zal verhouden tot de maatregelen welke bij sluiting van mijnen onder de ogen worden gezien; indien een en ander niet met mekaar in overeenstemming wordt gebracht, bestaat het gevaar dat laatstgenoemde maatregelen niet aan het gestelde doel beantwoorden en niet toegepast worden.

Een ander lid brengt hulde aan de pogingen welke de opeenvolgende regeringen in het werk hebben gesteld op het terrein dat door het wetsontwerp wordt bestreken; op zijn beurt constateert hij dat het bewijs is geleverd dat aan de wet van 1960 een definitief karakter moet worden gegeven; niettemin verwijt hij de Minister bij het uitwerken van het ontwerp een te ruim aandeel aan de in de N. A. R. bepleite stelling van de werkgevers te hebben verleend; de zienswijze van de vakverenigingen daarentegen, en meer bepaald die van het A. B. V. V., heeft niet de weerklank gevonden welke zij verdiende: het gevolg daarvan is dat de tekst niet

les amendements déposés par M. Major, amendements que le commissaire espère voir appuyés notamment par les orateurs précédents.

Quatre points ont retenu son attention particulière :

1) *l'extension du champ d'application de la loi* par la réduction de 50 à 25, du nombre requis de travailleurs occupés dans les entreprises intéressées; (cf. amendement de M. Major); cette extension se justifie d'autant plus que — notamment en raison de la mécanisation et des investissements qu'elle entraîne — dans bien des cas le critère de l'effectif du personnel n'est plus déterminant pour juger de l'importance de l'entreprise;

2) *la réduction du nombre des années d'ancienneté requis* avec minimum d'un an; une formule concrète qui reflète la thèse défendue à cet égard par la F. G. T. B. au sein du C. N. T. est proposée dans un amendement de M. Major; cette réduction se justifie surtout pour les travailleurs qui, en raison de l'instabilité de leur emploi, sont obligés de changer plusieurs fois d'employeur et peuvent être victimes de fermetures successives; elle se justifie aussi pour les jeunes;

3) *l'adaptation de l'indemnité de fermeture* : à cet égard le commissaire fait siens les arguments développés par d'autres membres.

Outre l'adaptation du montant de base qui devrait être calculé notamment en fonction de critères d'ancienneté corrigés, le membre propose, se ralliant au point de vue défendu par la F. G. T. B. au sein du C. N. T. et repris dans un amendement de M. Major, de ne pas rattacher l'indemnité à l'indice des prix de détail, mais, soucieux de serrer la réalité le plus près possible et en particulier le relèvement général du standing de vie, de la rattacher à l'évolution générale des rémunérations.

4) *le remplacement des travailleurs* : à cet égard aussi le commissaire partage le point de vue de ses collègues; la loi ne peut en aucun cas rester lettre morte; le projet doit armer le gouvernement pour prendre les mesures nécessaires au cas où l'intervention des commissions paritaires devrait s'avérer insuffisante ou inefficace ou en cas de carence de ces commissions.

\* \* \*

En réponse à ces différentes observations, le Ministre a développé, en résumé, les arguments suivants :

1) On reproche au projet de ne pas être suffisamment progressiste; de s'attarder trop à l'aspect technique du problème; de ne pas tenir suffisamment compte de l'évolution intervenue dans le statut social voire la conception même de l'entreprise et les droits des travailleurs. On oublie cependant de dire que le C. N. T. n'a fait aucune suggestion, à l'occasion de l'examen du présent projet, au sujet de la traduction de l'évolution de la notion et du rôle de l'entreprise dans des textes. Il s'est également limité à l'aspect technique du problème. Le Ministre rappelle par la même occasion que, lorsqu'il y a deux ans, ledit Conseil a été saisi du problème de la compétence des conseils d'entreprises, celui-ci a donné lieu au sein de cet organisme à ce qu'on pourrait appeler « des mouvements en sens divers ». Aucune suggestion de réforme fondamentale ne lui a été faite.

voorstrevend genoeg is en leemten bevat waarin de amendementen Major tot op zekere hoogte willen voorzien, en het lid hoopt dat die amendementen zullen worden gesteund, met name door de vorige sprekers.

Vier punten hebben zijn bijzondere aandacht :

1) *de uitbreiding van de werkingssfeer van de wet* door het vereiste aantal werknemers die in de betrokken bedrijven werkzaam zijn te beperken van 50 tot 25 (cfr. amendement Major). Deze uitbreiding is des te meer gerechtvaardigd daar, mede wegens de eraan verbonden mechanisatie en investeringen, de norm van het aantal personeelsleden in tal van gevallen niet meer beslissend is om de belangrijkheid van het bedrijf te beoordelen;

2) *de vermindering van het vereiste aantal anciënniteits-jaren* met minimum van één jaar; in een amendement van de heer Major wordt het standpunt, dat het A. B. V. V. op dit gebied in de Nationale Arbeidsraad verdedigt, concreet geformuleerd; die vermindering is vooral verantwoord voor de werknemers die een weinig stabiele betrekking hebben en derhalve verplicht zijn herhaaldelijk een nieuwe werkgever te zoeken, omdat zij bij opeenvolgende sluitingen zijn betrokken; ook voor de jongeren is die vermindering verantwoord;

3) *de verhoging van de sluitingsvergoeding* : in dit verband neemt het lid de argumenten over die door andere leden zijn naar voren gebracht.

Buiten de verhoging van het basisbedrag dat op grond van verbeterde anciënniteitsnormen dient te worden berekend, verklaart het lid zich aan te sluiten bij het door het A. B. V. V. in de Nationale Arbeidsraad verdedigde standpunt dat door de heer Major in zijn amendement is overgenomen, en stelt voor de vergoeding niet te koppelen aan het indexcijfer van de kleinhandelsprijzen, maar aan de algemene ontwikkeling van de bezoldigingen, ten einde de werkelijkheid en, in het bijzonder, de algemene stijging van de levensstandaard dichter te benaderen.

4) *de wedertewerkstelling van de werknemers* : ook in dit opzicht deelt het commissielid het standpunt van zijn collega's; in geen geval mag de wet een dode letter blijven; het ontwerp moet de Regering de mogelijkheid bieden om de vereiste maatregelen te treffen ingeval de bemoeiingen van de paritaire comités ontoereikend of ondoelmatig mochten blijken of de paritaire comités in gebreke mochten blijven.

\* \* \*

In antwoord op die verschillende opmerkingen ontwikkelt de Minister de volgende argumenten, die hierna bondig worden samengevat :

1) Aan het ontwerp wordt verweten niet vooruitstrevend genoeg te zijn, al te veel belang te hechten aan het technisch aspect van het probleem, niet voldoende rekening te houden met de evolutie die zich in het sociale statuut en zelfs in de opvatting van de onderneming en van de rechten van de werknemers heeft voltrokken. Doch daarbij wordt nagelaten te vermelden dat de Nationale Arbeidsraad bij het onderzoek van het onderhavige ontwerp geen voorstellen deed om de evolutie in de opvatting van de rol van de onderneming in de teksten weer te geven. Hij beperkte zich eveneens tot het technische aspect van het probleem. De Minister maakt gebruik van de gelegenheid om eraan te herinneren dat, toen het probleem van de bevoegdheid der ondernemingsraden vóór twee jaar bij de Nationale Arbeidsraad aanhangig werd gemaakt, de bespreking aldaar « deining » heeft verwekt. Aan de Minister zijn geen voorstellen tot fundamentele hervorming voorgelegd.



En outre, les conceptions nouvelles que d'aucuns souhaitent voir inscrites dans le projet, devraient trouver leur place dans la loi du 20 septembre 1948 sur l'organisation de l'économie et il sera d'ailleurs extrêmement difficile de les transposer dans des textes légaux, le problème qu'elles soulèvent n'étant pas mûr.

En ce qui concerne les pouvoirs d'intervention dans certains cas de fermetures, qui selon le vœu de certains commissaires, devraient être accordés au gouvernement, ceux-ci posent un problème extrêmement délicat et appellent les plus expresses réserves et la plus grande circonspection; en effet, ils pourraient entraîner pour l'État des engagements et des charges financières difficilement défendables, même du point de vue social, notamment lorsqu'il s'agit de fermetures d'entreprises économiquement non viables; dans cet ordre d'idées il suffit de rappeler les mesures prises et les difficultés rencontrées dans le secteur charbonnier, mesures qui ne peuvent être étendues à l'ensemble de l'économie.

## 2) *L'extension du champ d'application de la loi :*

Le nombre de 50 travailleurs peut se défendre aussi bien que tout autre chiffre. Il présente en outre l'avantage de ne pas se heurter à l'opposition formelle d'un des partenaires sociaux.

D'autre part, les entreprises occupant moins de 50 travailleurs n'ont pas contribué à alimenter le Fonds d'indemnisation. Le fait d'étendre l'indemnisation à ces entreprises poserait un problème de principe, à savoir que les membres de leur personnel bénéficieraient d'ores et déjà d'avantages pour lesquels ces entreprises n'ont pas cotisé.

Dernier argument : le remplacement de 10, 20 ou 30 ouvriers ne pose pas les mêmes problèmes que celui de plusieurs dizaines ou centaines de travailleurs, par ailleurs, la fermeture d'une entreprise importante révèle souvent dans la région touchée, outre un malaise social, un malaise économique; ce dernier aspect entraîne généralement des difficultés de placement particulières qui réclament à leur tour une sollicitude spéciale à l'égard des travailleurs licenciés; ce sont d'ailleurs ces considérations qui ont été à la base de la loi de 1960;

En tout état de cause le nombre de « 50 » travailleurs n'est pas inamovible. Tout comme la loi de 1960 le présent projet prévoit une procédure permettant aux commissions paritaires et le cas échéant au C. N. T. — pour les secteurs relevant de la compétence de plusieurs commissions paritaires ou à défaut d'une commission paritaire — de descendre sans limitation aucune en deçà de ce chiffre, donc aussi p. ex. en deçà de 25, selon les possibilités des secteurs visés.

3) *L'ancienneté* : le Ministre ne croit pas qu'il est opportun de ramener celle-ci au minimum d'un an.

L'indemnité de fermeture tend en particulier, à accorder certaines compensations à ceux parmi les travailleurs licenciés qui peuvent faire valoir, en raison de leur ancienneté, des services rendus et des difficultés inhérentes à leur remplacement, certains droits sociaux et moraux à l'égard de l'entreprise.

4) *L'adaptation de l'indemnité* : les montants qui figurent au projet sont repris à l'avis du C. N. T. qui fut discuté en 1964.

Bovendien zouden de nieuwe begrippen, die sommigen in het ontwerp wensden te zien opnemen, een plaats moeten krijgen in de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, en het zou ten andere zeer moeilijk zijn ze in wetteksten te formuleren, aangezien het daarin gestelde probleem nog niet rijp is.

In verband met de bemoeiingsbevoegdheid in sommige gevallen van sluiting — welke bevoegdheid sommige leden aan de Regering wensden te zien toekennen — rijst een zeer delicaat vraagstuk, dat met het meest uitdrukkelijke voorbehoud en de grootste omzichtigheid moet worden benaderd; een dergelijke bevoegdheid zou immers voor de Staat verplichtingen en financiële lasten met zich kunnen brengen die, zelfs uit een sociaal oogpunt, moeilijk te verantwoorden zijn, met name bij de sluiting van ondernemingen die economisch niet leefbaar zijn; men hoeft in dit verband maar te herinneren aan de in de kolensector getroffen maatregelen en de moeilijkheden waartoe zij aanleiding gaven; die maatregelen mogen niet uitgebreid worden tot het gehele bedrijfsleven.

## 2) *Uitbreiding van het toepassingsgebied van de wet :*

Men kan als aantal werknemers even goed 50 als om het even welk ander getal verdedigen. Bovendien biedt dit getal het voordeel dat het niet stuit op het formeel verzet van een van de sociale partners.

Anderzijds hebben de ondernemingen, die minder dan 50 werknemers tewerkstellen, niet bijgedragen in het « Fonds tot vergoeding ». Door de uitbreiding van de schadeloosstelling tot die ondernemingen zou een beginselkwestie rijzen : de personeelsleden van die ondernemingen zouden van meet af aan voordelen genieten waarvoor de ondernemingen geen bijdragen gestort hebben.

Laatste argument : het weder tewerkstellen van 10, 20 of 30 werknemers geeft geen aanleiding tot dezelfde problemen als de wedertewerkstellingen van verscheidene tientallen of van honderden werknemers; verder brengt de sluiting van een belangrijke onderneming in de getroffen streek niet alleen een sociale, doch ook een economische malaise aan het licht; uit een economische malaise volgen doorgaans bijzondere moeilijkheden voor de plaatsing, wat dan weer tot gevolg heeft dat speciaal voor de afgedankte werknemers moet worden gezorgd; het zijn ten andere deze beschouwingen die de grondslag van de wet van 1960 hebben gevormd.

In ieder geval is het getal « 50 » werknemers niet onveranderlijk. Evenals de wet van 1960 voorziet dit ontwerp in een procedure welke het voor de paritaire comités en in voorkomend geval de N. A. R. — voor de sectoren die onder verschillende paritaire comités ressorteren of als er geen paritair comité is — mogelijk maakt om zonder enige beperking onder dit cijfer te komen, dus b.v. ook onder 25 al naar gelang van de mogelijkheden van bedoelde sectoren.

3) *Anciënniteit* : de Minister acht het niet gepast deze tot het minimum van één jaar terug te brengen.

Het doel van de sluitingsvergoeding is in het bijzonder sommige compensaties toe te kennen aan diegenen onder de ontslagen werknemers die op grond van hun anciënniteit, bewezen diensten en moeilijke wedertewerkstelling, sommige sociale en morele rechten ten aanzien van het bedrijf kunnen doen gelden.

4) *Aanpassing van de vergoeding* : de in het ontwerp voorkomende bedragen zijn ontleend aan het advies van de N. A. R. dat in 1964 werd besproken.



Depuis lors ce projet a été soumis au Conseil des Ministres et au Conseil d'Etat. Le Ministre marque son accord pour réadapter les montants prévus.

5) *Le remplacement* : à cet égard le Ministre renvoie au passage de l'exposé des motifs où il est question de la « compétence d'ordre général » dont est doté en la matière l'Office National de l'Emploi. Il ne serait pas sage, à son avis, de répartir sur plusieurs organismes une responsabilité dont il est préférable, pour les raisons exposées ci-après et pour d'autres encore, qu'elle reste localisée à l'O. N. E. M.

Il tient ensuite à rendre hommage à l'activité de ce service qui, grâce au dévouement, à l'expérience et aux interventions opportunes et efficaces de ses agents, a obtenu des résultats remarquables dans le domaine du remplacement des travailleurs victimes des fermetures d'entreprises, et qui mérite qu'on continue à lui faire confiance.

L'Office a d'ailleurs mis au point un système pragmatique mais efficace de consultation des partenaires sociaux et d'autres intéressés des régions touchées tels les conseils économiques régionaux. Ce système a donné satisfaction et a fait ses preuves.

D'autre part, le Ministre insiste pour qu'aucune formule de consultation obligatoire ne soit introduite dans ce domaine, qui le lierait au cadre strict d'une loi générale, alors que les interventions et consultations en la matière sur le plan régional réclament précisément une grande souplesse.

Par ailleurs, le Parlement garde l'intégralité de ses droits de contrôle et peut faire au Ministre les suggestions qu'il juge utiles.

Dans cet esprit le Ministre s'engage de recourir chaque fois que la nécessité s'en fait sentir, à des consultations très larges en vue du remplacement des travailleurs licenciés.

En conclusion, le Ministre estime que si le projet n'est pas entièrement parfait, il a néanmoins le mérite d'asseoir sur des bases valables et définitives la législation de 1960, d'assurer la continuité d'une protection que le législateur a voulu accorder aux travailleurs victimes de fermetures d'entreprises et de rencontrer ainsi des situations particulières qui peuvent se présenter dans certaines industries.

\* \* \*

L'exposé du Ministre a encore donné lieu à une série d'observations.

Un membre se disant également partisan de réduire le nombre requis de 50 travailleurs fait état des difficultés au point de vue du remplacement qu'on rencontre en cas de fermeture simultanée ou presque simultanée d'une série de petites entreprises dans une même région et dans une même industrie, p. ex., l'industrie textile.

Un autre commissaire appuie ce point de vue. Il faut tendre à ce que le plus grand nombre possible de travailleurs puissent bénéficier de l'indemnité de fermeture. Car, si sur le plan économique il pourrait peut-être y avoir une différence quant à leurs incidences respectives entre la fermeture d'une grande et la fermeture d'une petite entreprise, il n'en est pas de même sur le plan social, le sort du travailleur individuel licencié par cette dernière entreprise n'étant guère plus enviable que celui du travailleur licencié par la première.

Un autre commissaire pense que l'exposé du Ministre n'a pas enlevé leur pertinence aux critiques qu'il avait émises au sujet de l'absence d'innovations fondamentales de l'extension nécessaire du champ d'application de la loi, d'un relèvement adéquat des indemnités et de l'insuffisance des mesures d'information et de remplacement.

Sindsdien is dit ontwerp aan de Ministerraad en aan de Raad van State voorgelegd. De Minister betuigt zijn instemming met een nieuwe aanpassing van de bepaalde bedragen.

5) *Wedertewerkstelling* : in verband hiermee verwijst de Minister naar het gedeelte van de Memorie van Toelichting waarin sprake is van de « algemene bevoegdheid » van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening. Het zou, zijns inziens, niet wijs zijn, de verantwoordelijkheid die men, om de hierna uiteengezette en nog andere redenen, liefst bij de R. V. A. kan laten berusten, over verschillende instellingen te verdelen.

Hij brengt vervolgens hulde aan de werkzaamheid van deze dienst, die dank zij de toewijding, de ervaring en de doelmatige en gepaste bemoeiingen van zijn personeelsleden, merkwaaardige resultaten heeft geboekt op het gebied van de wedertewerkstelling van de werknemers die het slachtoffer zijn van sluitingen van bedrijven, en die verdient verder het vertrouwen te genieten.

De dienst heeft trouwens een pragmatische maar doelmatige regeling uitgewerkt voor het raadplegen van de sociale partners en van andere betrokkenen uit de getroffen streken, zoals de gewestelijke economische raden. Deze regeling geeft voldoening en is deugdelijk gebleken.

Verder dringt de Minister erop aan dat ter zake geen formule van verplichte raadpleging wordt gekozen, die hem zou binden aan het strikte kader van een algemene wet. Op het regionale vlak vergen de bemoeiingen en de raadplegingen ter zake precies grote soepelheid.

Bovendien behoudt het Parlement zijn volledig controle-recht en kan het de Minister alle nuttig geachte suggesties doen.

In die geest verbindt de Minister zich ertoe, telkens als dit nodig mocht blijken, zeer ruime raadplegingen te houden met het oog op de wedertewerkstelling van de ontslagen werknemers. Tot besluit spreekt de Minister de mening uit dat het ontwerp wellicht niet geheel volmaakt is, maar toch de verdienste heeft aan de wetgeving van 1960 een geldige en definitieve grondslag te geven, te zorgen voor de continuïteit van de bescherming welke de wetgever heeft willen verlenen aan de arbeiders die getroffen worden door de sluiting van bedrijven, en zodoende een oplossing te geven aan bijzondere toestanden die zich in bepaalde industrieën kunnen voordoen.

\* \* \*

In verband met het betoog van de Minister werden nog enkele opmerkingen gemaakt.

Een lid, dat eveneens voor de vermindering van het vereiste aantal — 50 werknemers — is, maakt gewag van de moeilijkheden inzake wedertewerkstelling in geval van gelijktijdige of bijna gelijktijdige sluiting van een aantal kleine ondernemingen in een zelfde streek en in een zelfde bedrijfstak, b.v. in de textielnijverheid.

Een ander commissielid valt deze zienswijze bij. Er moet naar gestreefd worden om de sluitingsvergoeding aan het grootst mogelijk aantal werknemers te verlenen. Economisch gezien kan er weliswaar verschil zijn tussen de weerslag van de sluiting van een grote onderneming en die van een kleine onderneming, maar dat geldt niet op sociaal vlak : het lot van de door een kleine onderneming ontslagen werknemer is zeker niet meer benijdenswaardig dan dat van de werknemer die door een grote onderneming wordt afgedankt.

Een ander commissielid is van mening dat het betoog van de Minister de kritiek niet ontzenuwt die door hem werd geuit in verband met het ontbreken van fundamentele nieuwigheden, de noodzakelijke verruiming van het toepassingsgebied van de wet, de passende verhoging van de vergoedingen en de ontoereikende voorlichtings- en wedertewerkstellingsmaatregelen.

Il souligne à cet égard, une fois de plus, le peu d'empressement que mettent les commissions paritaires (18 seulement jusqu'à présent) à prendre des décisions destinées à être rendues obligatoires par arrêté royal. Cette carence confirme la nécessité déjà signalée ci-dessus pour le pouvoir exécutif, d'être autorisé à se substituer à ces commissions paritaires tant en ce qui concerne les méthodes de placement que dans le domaine des modalités d'information.

Rencontrant certains arguments développés par le Ministre, un commissaire fait observer que, s'il est exact que les entreprises occupant moins de 50 travailleurs n'ont pas payé de cotisations, au Fonds d'indemnisation, ce fait ne semble pas avoir l'importance que le Ministre voudrait y attacher; en effet, en principe c'est l'employeur qui paie l'indemnité et ce n'est qu'en cas de carence de ce dernier qu'il est fait appel à l'intervention du Fonds.

D'autre part la tendance à ériger, à travers l'ensemble de la législation, le nombre de cinquante travailleurs en nombre limite n'est pas heureux.

De cette manière on risque de voir certains employeurs limiter l'expansion de leur entreprise pour éviter les charges qui leur incomberaient dès que le nombre de 50 serait dépassé.

Enfin le membre défend à son tour le système d'augmentation progressive de l'indemnité de fermeture par année d'ancienneté, système qu'il estime plus logique et efficace que celui de l'octroi de l'indemnité par paliers de cinq ans.

Un membre demande ce qu'entend faire le Ministre au cas où lui seraient transmises des décisions émanant l'une d'une commission paritaire qui est compétente, l'autre du C. N. T.

Le Ministre répond qu'en cas de proposition émanant d'une commission paritaire et d'un avis simultané du C. N. T. il faudra en premier lieu examiner si le contenu de la proposition et de l'avis couvrent une extension identique. En cas de réponse affirmative, le pouvoir exécutif aura théoriquement le choix.

Le même commissaire émet, à son tour, l'opinion que le projet est trop timide et ne résout pas le problème des fermetures tel qu'il se pose pour les travailleurs.

Aucune garantie sous forme d'un contrôle ou d'une quelconque intervention du dehors n'est prévue pour empêcher qu'une industrie ne décline et ne soit astreinte à la fermeture non pas parce qu'elle ne serait pas économiquement viable mais parce que, et ceci à titre d'exemple, sa gestion serait défailante.

C'est notamment dans des cas semblables qu'on devrait pouvoir agir.

Il se rallie à l'opinion d'autres membres qui, sur le plan du remplacement, ont défendu l'idée qu'outre l'intervention de l'O. N. E. M., des interventions d'une autre nature et d'autres instances devraient être envisagées et rendues possibles; il s'agit en l'occurrence notamment de l'intervention du pouvoir exécutif en cas de carence des commissions paritaires et de celle d'instances régionales n'appartenant pas à l'administration: consultation des partenaires sociaux, association aux efforts de remplacement de l'ensemble des employeurs de la région, intervention des conseils économiques régionaux, etc...

Sur ce dernier point, à savoir l'intervention d'instances régionales, le membre peut partager les vues développées par le Ministre mais à condition qu'à défaut d'une stricte obligation légale le gouvernement prenne l'engagement d'avoir régulièrement recours à la procédure de consultation que le Ministre a exposée ci-dessus.

In dit verband wijst hij er andermaal op dat de paritaire comités weinig haast maken met het nemen van beslissingen die bij koninklijk besluit bindend moeten worden gemaakt (tot nog toe hebben slechts 18 comités dergelijke beslissingen genomen). Dit in gebreke blijven bewijst nogmaals dat het de uitvoerende macht mogelijk moet worden gemaakt, zoals hierboven reeds is gezegd, zowel inzake tewerkstellingsmethoden als op het gebied van voorlichting in de plaats van de paritaire comités op te treden.

Een commissielid knoopt aan bij sommige door de Minister ontwikkelde argumenten en merkt op dat, indien het waar is dat de ondernemingen die minder dan 50 werknemers tewerkstellen, geen bijdrage hebben betaald aan het Fonds voor vergoeding, dit feit niet zo belangrijk is als de Minister wil laten voorkomen; in principe moet de vergoeding immers door de werkgever worden betaald, en slechts wanneer hij in gebreke blijft, wordt een beroep gedaan op het Fonds.

Bovendien is de neiging om in de ganse wetgeving vijftig werknemers als een grensgetal te gaan beschouwen, niet erg gelukkig. De kans bestaat immers dat sommige werkgevers de uitbreiding van hun onderneming zullen afremmen om de bijkomende lasten te vermijden die op hun onderneming zullen drukken, zodra het cijfer van 50 werknemers is overschreden.

Ten slotte verdedigt het lid op zijn beurt het stelsel van de geleidelijke verhoging van de sluitingsvergoeding per jaar anciënniteit. Hij acht dit stelsel logischer en doelmatiger dan de toekenning van de vergoeding per tranches van vijf jaar.

Een lid vraagt wat de Minister zal doen wanneer hem beslissingen worden overgezonden, waarvan de ene uitgaat van het bevoegde paritair comité en de andere van de Nationale Arbeidsraad.

De Minister antwoordt dat, wanneer een paritair comité een voorstel en de Nationale Arbeidsraad terzelfder tijd een advies verzendt, eerst moet worden nagegaan of het voorstel en het advies een zelfde verruiming beogen. Zo ja, kan de uitvoerende macht theoretisch tussen beide mogelijkheden kiezen.

Hetzelfde commissielid geeft op zijn beurt als zijn mening te kennen dat het ontwerp al te voorzichtig is en geen oplossing inhoudt voor het probleem van de sluitingen, waarmee de werknemers te maken hebben.

Er is geen enkele garantie in de vorm van een controle of van enigerlei bemoeïing aanwezig om te beletten dat een industrie vervalt en gedwongen wordt te sluiten, niet omdat zij economisch niet leefbaar zou zijn, maar omdat zij bij voorbeeld slecht zou worden beheerd.

Men zou met name in dergelijke gevallen moeten kunnen ingrijpen.

Hij sluit zich aan bij de mening van andere leden, die op het stuk van de wedertewerking het denkbeeld hebben bepleit dat, buiten de bemoeïing van de R. V. A., bemoeïingen van een andere aard en van andere instanties onder de ogen moeten worden gezien en mogelijk gemaakt; in dit geval gaat het vooral om de bemoeïing van de uitvoerende macht, wanneer de paritaire comités en de niet tot de administratie behorende regionale instanties in gebreke blijven: raadpleging van de sociale partners, deelneming aan de wedertewerking door alle werkgevers van de streek, bemoeïing van de regionale economische raden, enz.

Op dit laatste punt, nl. de bemoeïingen van de regionale instanties, kan het lid akkoord gaan met de door de Minister ontwikkelde zienswijzen, mits de regering echter de verbintenis aangaat dat zij — waar bij de wet geen strikte verplichting is opgelegd — een regelmatig beroep zal doen op de raadplegingsprocedure welke de Minister hierboven uiteen heeft gezet.

Ainsi qu'il a déjà été dit, le Ministre a souscrit à cet engagement.

Enfin, en ce qui concerne les autres points développés par le commissaire, ceux-ci rejoignent les points de vue déjà défendus par certains de ses collègues; il est donc superfétatoire d'y revenir.

\* \* \*

### Examen des articles.

#### Article premier.

##### *Amendements de M. Major et de M. Schyns. (1)*

Ces amendements tendent essentiellement à ramener le premier à 25, le second à 35 le nombre requis de 50 travailleurs occupés pour que l'entreprise tombe sous l'application de la loi.

Pour les arguments développés de part et d'autre il est renvoyé à la discussion générale.

Un membre fait observer qu'une proposition de réduction ne peut être faite valablement que si elle obtient l'unanimité au sein des commissions paritaires. Cette unanimité n'est pas requise au sein du C. N. T.

Le Ministre répond que cette divergence n'a aucun rapport avec l'objet des amendements en discussion: en tout état de cause elle ne peut être préjudiciable aux thèses favorables à l'extension du champ d'application de la loi qui ont été défendues par de nombreux commissaires.

Il fait ensuite observer que le nombre de cinquante travailleurs prévu dans le projet avait été maintenu après discussion par le gouvernement précédent et qu'il est lié à cet égard par la solidarité gouvernementale; il se déclare néanmoins disposé à soumettre la question à ses collègues du gouvernement actuel.

\* \* \*

Au cours d'une réunion suivante le Ministre déclare que le Gouvernement ne peut accepter l'extension du champ d'application de la loi et en conséquence la réduction du nombre de cinquante travailleurs; par contre, s'étant rapproché de la thèse défendue par les auteurs d'amendements en ce qui concerne le montant de l'indemnité, il dépose à cet effet un amendement à l'article 6. ( Voir ci-après ).

Un membre remercie le Ministre de l'effort qu'il a accompli pour se rapprocher des points de vue défendus par les commissaires.

Un membre ne peut considérer comme une charge nouvelle la cotisation minimale qui serait imposée aux entreprises auxquelles s'étendrait le champ d'application de la loi si celui-ci était élargi; quant au paiement de l'indemnité de fermeture celle-ci ne constitue pas non plus, selon lui, une charge nouvelle notamment en cas de faillite lorsque, le cas échéant, cette charge viendra en déduction de ce que pourront encore récupérer les créanciers ou sera supportée par le Fonds, les principales victimes restant en tout état de cause les ouvriers licenciés.

Le Ministre, quant à lui, soutient que le fait d'être astreint au paiement d'une cotisation et d'une indemnité de fermeture éventuelle constitue indéniablement une charge pour les entreprises en question.

Un autre membre regrette une fois de plus que le Gouvernement ne puisse accepter l'extension du champ d'application de la loi alors que cette extension aurait été de nature à renforcer le caractère définitif de la loi et à

(1) Sauf indication contraire, les amendements auxquels il est fait allusion dans le présent rapport, sont reproduits au document n° 166 (1965-1966)/2).

Zoals reeds is gezegd, heeft de Minister die verbintenis aangegaan.

Ten slotte zij er nog op gewezen dat de door het lid ontwikkelde andere punten overeenkomen met de zienswijzen welke sommige zijner collega's reeds hebben bepleit; daar dient derhalve niet op teruggekomen te worden.

\* \* \*

### Bespreking van de artikelen.

#### Artikel 1.

##### *Amendementen van de heren Major en Schyns. (1)*

Die amendement willen in hoofdzaak het aantal werknemers (50) — dat wordt vooropgesteld om het bedrijf waarin zij te werk zijn gesteld onder de wet te laten vallen — terugbrengen tot 25, resp. 35.

De desbetreffende argumenten komen voor in het verslag over de algemene bespreking.

Een lid merkt op dat een voorstel tot vermindering slechts geldig kan worden gedaan indien het in de paritaire comités eenparig wordt goedgekeurd. Die eenparigheid is nu niet vereist in de N. A. R.

De Minister antwoordt dat zulks niets te maken heeft met het voorwerp van de betrokken amendementen; het kan in geen geval schaden aan de stellingen welke pleiten ten gunste van de uitbreiding van de werkingssfeer van de wet, welke door tal van leden zijn verdedigd.

Vervolgens merkt hij op dat het in het ontwerp vastgestelde getal van 50 werknemers behouden bleef nadat de vorige regering daarover van gedachten had gewisseld, en dat hij in dat opzicht is gebonden door zijn solidariteit met de regering; hij verklaart niettemin de kwestie aan zijn collega's van de huidige regering te zullen voorleggen.

\* \* \*

Tijdens de volgende vergadering verklaarde de Minister dat de Regering geen uitbreiding van de werkingssfeer van de wet kan toestaan en het cijfer 50 dus niet kan verminderen; daar hij zich echter nu meer aansluit bij het standpunt dat de andere auteurs van amendementen inzake het bedrag van de vergoeding bepleiten, stelt hij te dien einde een amendement op artikel 6 voor. (Zie verder).

Een lid dankt de Minister voor diens poging om nader tot de door de leden bepleite zienswijze te komen.

Voor een lid betekent de geringe bijdrage die, ingeval het toepassingsgebied van de wet wordt verruimd, van de ondernemingen zal worden gevraagd, niet een nieuwe last; ook de sluitingsvergoeding is, naar zijn mening, niet een nieuwe last, met name in geval van faillissement, wanneer die last door het Fonds zal worden gedragen, want de bedrag dat de schuldeisers nog kunnen terugkrijgen of wanneer die last door het Fonds zal worden gedragen, want de voornaamste slachtoffers blijven in elk geval de ontslagen arbeiders.

De Minister houdt het erbij dat de verplichting om een bijdrage en eventueel een sluitingsvergoeding te betalen ongetwijfeld een last betekent voor de betrokken ondernemingen.

Een ander lid betreurt andermaal dat de Regering de verruiming van het toepassingsgebied van de wet niet wil aanvaarden, ofschoon die verruiming het blijvende karakter van de wet zou kunnen versterken en nieuwe perspectieven

(1) Wanneer geen andere aanwijzingen worden gedaan, zijn de amendementen waarnaar in dit verslag wordt verwezen, opgenomen in stuk nr. 166 (1965-1966)/2).

ouvrir les perspectives d'avenir qu'un grand nombre de commissaires avaient escomptées.

Il se range néanmoins à l'avis du Gouvernement qui, sans doute, aurait été aussi celui du gouvernement précédent, mais il insiste à nouveau, pour les raisons déjà exposées, que le Gouvernement renonce à l'obligation nouvelle imposée par le projet de soumettre à l'approbation du Conseil des Ministres des propositions des commissions paritaires tendant à réduire en deçà de 50 le nombre requis de travailleurs occupés.

Le Ministre accepte cette modification; il s'ensuit qu'à la première ligne du 3<sup>e</sup> alinéa les mots « par arrêté délibéré en Conseil des Ministres » sont supprimés.

L'amendement de M. Schyns est retiré et celui de M. Major repoussé par 13 voix contre 5.

L'article tel qu'il est amendé est adopté par 13 voix contre 4.

## Art. 2.

Il a été convenu :

— qu'à la dernière ligne du deuxième alinéa les mots : « d'ouvriers », sont remplacés par les mots : « de travailleurs », ceci afin de préciser que les employés sont également compris — sans contestation possible — dans le nombre minimal visé;

— qu'à la dernière ligne du troisième alinéa la notion de « contrat de louage de travail » englobe, comme il est d'ailleurs communément admis dans notre droit, tant le contrat de travail que le contrat d'emploi.

### *Amendement de M. Schyns.*

Cet amendement entend étendre la notion de « fermeture d'entreprise » non seulement à la cessation mais aussi à la réduction définitive de l'activité.

A cet égard il y a lieu de noter que le texte du projet fait état de la réduction du nombre de travailleurs qui équivaut fermeture au sens de la loi.

Pourquoi dès lors ne pas retenir aussi, parallèlement à la réduction du nombre de travailleurs, outre la cessation, la réduction définitive de l'activité ?

Cette extension contribuerait à déjouer des manœuvres possibles de la part de certains employeurs qui, par ex. en gardant  $\frac{1}{4}$  du personnel pendant un an encore après le licenciement des autres  $\frac{3}{4}$ , pourraient se soustraire au paiement de l'indemnité de fermeture.

Un autre commissaire fait observer que le critère du projet prévoyant la réduction des effectifs en deçà de 25 % du nombre de travailleurs occupés, est en recul sur celui de la loi de 1960 en vertu duquel il fallait un licenciement d'au moins 75 % des travailleurs occupés.

Le Ministre demande à son auteur de ne pas insister pour l'adoption de cet amendement et cela pour les raisons suivantes :

— il abandonne le critère de la cessation définitive et en conséquence la notion de fermeture pour celui de la réduction définitive et partant du niveau d'activité, ce qui rendrait nécessaire la recherche d'une définition de ce nouveau critère qui modifierait les bases mêmes du projet;

ouperen die talrijke leden van de Commissie hadden verwacht.

Hij sluit zich niettemin aan bij de mening van de Regering, die ongetwijfeld ook door de vorige regering zou zijn gedeeld. Maar om de hierboven reeds uiteengezette redenen dringt hij er andermaal op aan dat de Regering afziet van de nieuwe, in het ontwerp bepaalde verplichting volgens welke de voorstellen van de paritaire comités om het vereiste aantal werknemers tot minder dan vijftig te verminderen, ter goedkeuring moeten worden voorgelegd aan de Ministerraad.

De Minister aanvaardt die wijziging; derhalve worden de woorden « bij in Ministerraad overlegd besluit » op de eerste regel van het derde lid weggelaten.

Het amendement van de heer Schyns wordt ingetrokken en dat van de heer Major met 13 tegen 5 stemmen verworpen.

Het aldus gewijzigde artikel wordt goedgekeurd met 13 tegen 4 stemmen.

## Art. 2.

Er is overeengekomen :

— dat op de laatste regel van het tweede lid van de Franse tekst de woorden « d'ouvriers » vervangen worden door de woorden « de travailleurs » om het — zonder dat betwisting mogelijk is — duidelijk te maken dat de bedienden eveneens begrepen zijn onder bedoeld minimumaantal;

— dat het begrip « arbeidsovereenkomst » op de laatste regel van het derde lid zowel de arbeidsovereenkomst voor werklieden als die voor bedienden omvat, zoals trouwens in ons recht algemeen wordt aangenomen.

### *Amendement van de heer Schyns.*

Dit amendement strekt ertoe het begrip « sluiting van onderneming » uit te breiden en niet alleen voor de definitieve stopzetting, maar ook voor de definitieve vermindering van de activiteit te laten gelden.

In dit verband zij opgemerkt dat in de tekst van het ontwerp sprake is van de vermindering van het aantal werknemers, wat overeenstemt met de bij de wet bedoelde sluiting.

Waarom zou men dan ook, parallel met de vermindering van het aantal werknemers, niet even goed rekening houden met de definitieve vermindering als met de stopzetting van de activiteit ?

Door deze uitbreiding zou men mogelijke oneerlijke praktijken van sommige werkgevers kunnen verhinderen die, door bijvoorbeeld  $\frac{1}{4}$  van het personeel nog gedurende een jaar na de afdanking van de overige  $\frac{3}{4}$  in dienst te houden, zouden kunnen ontkomen aan de uitbetaling van de vergoeding wegens ontslag bij sluiting.

Een ander lid merkt op dat het in het ontwerp bepaalde criterium — vermindering beneden 25 % van het aantal tewerkgestelde werknemers — een achteruitgang betekent ten opzichte van dat van de wet van 1960, krachtens hetwelk een afdanking van tenminste 75 % van de tewerkgestelde werknemers was vereist.

De Minister verzocht de auteur niet aan te dringen voor de goedkeuring van dit amendement, en wel om de volgende redenen :

— het geeft het criterium van de definitieve stopzetting en bijgevolg het begrip sluiting prijs voor het criterium van de definitieve vermindering van het activiteitsniveau, zodat moet worden gezocht naar een bepaling van dit nieuwe criterium, dat de grondslag zelf van het ontwerp zou wijzigen;

— aucune formule ne pourra empêcher qu'à un moment donné certaines entreprises ne tombent plus sous l'application de la loi; tel serait p. ex. le cas sous la législation actuelle, si le nombre de travailleurs d'une entreprise était réduit de 53 à 48;

— il faut éviter d'introduire des critères qui pourraient avoir pour résultat de pénaliser certaines entreprises victimes de l'évolution du marché mondial ainsi que celles qui ont consenti certains efforts de rationalisation et de mécanisation en ce sens qu'outre l'effort de financement qu'exigent pareilles mesures, on obligerait les industries intéressées à faire l'effort supplémentaire de payer l'indemnité de fermeture;

— de la sorte on pourrait aussi porter préjudice aux reconversions et investissements de capitaux indispensables dans certaines régions et aboutir à un résultat peu compatible avec l'effort du gouvernement et d'autres instances en faveur de la préservation de l'emploi ainsi que du reclassement et du remplacement des travailleurs mis en chômage dans ces mêmes régions.

\* \* \*

M. Schyns retire son amendement qui est repris par M. Major. Mis aux voix, l'amendement est repoussé par 12 voix contre 4 et 2 abstentions.

\* \* \*

M. Major avait proposé de supprimer in fine du 1<sup>er</sup> alinéa les mots « modifiée par la loi du 28 janvier 1963 », et ce dans le souci de n'être pas obligé de revoir la loi qui résultera du présent projet, chaque fois que serait apportée une modification à l'article 14 de la loi du 20 septembre 1948 sur l'organisation de l'économie.

Cette proposition a été reprise par le Gouvernement et le Ministre a fait à ce sujet le commentaire suivant :

Est considérée comme définition de l'entreprise pour l'application de la loi, la définition de l'article 14 de la loi du 20 septembre 1948, ainsi qu'elle a été modifiée par la loi du 28 janvier 1963 et en tenant compte des modifications qui pourraient être apportées éventuellement à cette définition par des lois futures.

Ce dernier amendement (non publié) et l'article ainsi modifié ont été adoptés à l'unanimité.

### Art. 3.

En réponse à une question d'un membre, le Ministre déclare que lorsque le Roi aura fait usage du pouvoir qui lui est conféré par le présent article en ce qui concerne la fixation des méthodes d'information — comme ce fut d'ailleurs le cas sous l'empire de la loi actuelle (arrêté royal du 12 octobre 1962) — les commissions paritaires ne seront plus compétentes pour exercer la mission qui leur est confiée par ce même article.

D'autre part, ce même arrêté royal invalide aussi les décisions des commissions paritaires qui n'ont pas été rendues obligatoires au moment de son entrée en vigueur (cf. Exposé des motifs, p. 5).

Le Ministre fait également observer que le remplacement de la loi du 27 juin 1960, qui était une loi transitoire, par le projet actuellement en discussion, devrait normalement avoir pour effet que tous les arrêtés pris en exécution de la susdite loi, dont l'arrêté royal du 12 octobre 1962, deviendraient caducs.

— geen enkele formule zal kunnen beletten dat sommige bedrijven op een gegeven ogenblik onder de toepassing van de wet vallen; onder de huidige wetgeving zou dit b.v. het geval zijn indien het aantal werknemers in een bedrijf van 53 tot 48 werd verminderd;

— men moet vermijden criteria te bepalen waardoor sommige bedrijven, welke reeds het slachtoffer zijn van de evolutie op de wereldmarkt of welke zich sommige inspanningen hebben getroost inzake rationalisatie en mechanisatie, uiteindelijk kunnen worden benadeeld in deze zin, dat de betrokken industrieën verplicht zouden zijn, behalve de financiële door zulke maatregelen vereiste inspanningen, een bijkomstige inspanning te doen om de sluitingsvergoeding te betalen;

— aldus zou men ook de omschakeling en de in sommige streken onontbeerlijke kapitaalinvesteringen kunnen benadelen en zo een resultaat bereiken dat niet strookt met de inspanning van de Regering en van andere lichamen voor het behoud van de werkgelegenheid alsmede voor de wederinschakeling en de herplaatsing van de in deze streken werkloos geworden werknemers.

\* \* \*

De heer Schyns trekt zijn amendement in, dat overgenomen wordt door de heer Major. In stemming gebracht, wordt het amendement verworpen met 12 tegen 4 stemmen en 2 onthoudingen.

\* \* \*

De heer Major had voorgesteld in fine van het eerste lid te woorden « gewijzigd bij de wet van 28 januari 1963 » weg te laten, opdat men niet verplicht wordt de wet, die ingevolge dit ontwerp tot stand komt, te herzien telkens als artikel 14 van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven wordt gewijzigd.

Dit voorstel is door de Regering overgenomen, en de Minister levert daarop de volgende commentaar :

Als definitie van de onderneming wordt voor de toepassing van deze wet beschouwd de definitie, welke is gegeven in artikel 14 van de wet van 20 september 1948, gewijzigd bij de wet van 28 januari 1963, met inachtneming van de wijzigingen die eventueel bij toekomstige wetten aan deze definitie mochten worden aangebracht.

Dit niet gepubliceerde amendement en het aldus gewijzigde artikel zijn eenparig aangenomen.

### Art. 3.

In antwoord op een door een lid gestelde vraag verklaart de Minister dat, zodra de Koning gebruik zal hebben gemaakt van de bevoegdheid welke dit artikel hem i.v.m. de vaststelling van de informatiemethodes verleent — wat trouwens reeds het geval is krachtens de huidige wet (koninklijk besluit van 12 oktober 1962) — de paritaire comités niet meer bevoegd zullen zijn om de taak te vervullen welke hun bij hetzelfde artikel wordt toegewezen.

Anderzijds vernietigt hetzelfde koninklijk besluit de beslissingen van de paritaire comités, welke bij het in werking treden ervan niet als algemeen verbindend zijn verklaard.

De Minister merkt nog op dat de vervanging van de wet van 27 juni 1960 — die een overgangswet was — door de onderhavige wet normaal tot gevolg zal hebben dat alle ter uitvoering van bedoelde wet genomen besluiten, en met name het koninklijk besluit van 12 oktober 1962, zullen vervallen.

C'est la raison pour laquelle l'article 35 du projet prévient cette caducité et dispose que ces arrêtés resteront en vigueur jusqu'à leur abrogation.

Il en est de même des décisions des commissions paritaires prises conformément à la loi actuelle pour autant qu'elles ne soient pas « abrogées ou remplacées par des arrêtés pris en exécution de la présente — c'est-à-dire de la nouvelle — loi ou par des décisions de commissions paritaires rendues obligatoires ».

En vertu de cette disposition, les commissions paritaires qui ont pris des décisions rendues obligatoires sur base de la loi de 1960, seront en principe appelées à soumettre au Roi, au même titre que les autres commissions, une nouvelle décision dans les six mois suivant le 1<sup>er</sup> juillet 1966, c'est-à-dire au plus tard le 31 décembre 1966.

Toutefois les décisions prises après l'expiration de ce délai pourront encore être rendues obligatoires aussi longtemps que l'arrêté royal suppléant à une carence éventuelle des commissions paritaires n'aura pas été publié.

M. Verhenne avait déposé à cet article un amendement non publié tendant à ajouter *in fine* du dernier alinéa les mots : « et le placement des travailleurs doit être organisé ».

A cet égard le Ministre a pris des engagements précis lors de la discussion générale, à laquelle il y a lieu de se référer. Un membre demande que la procédure préconisée par le Ministre soit inscrite dans les arrêtés royaux qu'il devra prendre et cela tant en ce qui concerne les secteurs pour lesquels n'interviendraient pas des décisions de commissions paritaires qu'en ce qui concerne les autres.

Toutefois, il admet tout comme d'autres commissaires que la loi ne peut tout régler; que davantage encore que par le passé, les organisations syndicales doivent agir au sein des commissions paritaires en vue de faire prendre le plus grand nombre de décisions possible.

Pour toutes ces raisons l'amendement est retiré.

M. Castel propose à son tour de remplacer, dans le dernier alinéa, les mots : « le Roi peut déterminer », par les mots : « le Roi détermine ».

Cet amendement, qui tend à bien préciser les devoirs de l'Exécutif en la matière, est adopté à l'unanimité.

L'article 3 ainsi amendé est adopté à l'unanimité.

#### Art. 4.

Cet article traite des conditions dans lesquelles est accordée l'indemnité de fermeture.

Les arguments développés à cet égard figurent à la discussion générale et plus particulièrement aux interventions concernant l'ancienneté et l'adaptation des montants d'indemnité de base.

#### *Amendement de M. Schyns.*

Cet amendement tend à rendre nécessaire l'accord de l'intéressé en cas de remplacement immédiat dans une autre entreprise, remplacement qui entraîne la perte de l'indemnité de fermeture.

Outre les arguments développés dans la justification de l'amendement, il est fait état ci-après de ceux — pour et contre — avancés par certains commissaires d'une part, par le Ministre d'autre part.

Certains membres craignent des ententes possibles entre employeurs pour éviter le paiement de l'indemnité de fer-

Artikel 35 van het ontwerp voorziet daarin en bepaalt dat bedoelde besluiten van kracht zullen blijven tot zij opgeheven worden.

Hetzelfde geldt voor de beslissingen van de paritaire comités welke krachtens de huidige wet genomen zijn, zolang zij niet « opgeheven of vervangen worden door ter uitvoering van deze wet genomen besluiten of door algemeen verbindend verklaarde beslissingen van paritaire comités ».

Evenals de andere commissies zullen, krachtens die bepaling, de paritaire comités die op basis van de wet van 1960 algemeen verbindend verklaarde beslissingen hebben genomen, in principe binnen zes maanden volgend op 1 juli 1966, d.w.z. uiterlijk op 31 december 1966, aan de Koning een nieuwe beslissing moeten voorleggen.

De beslissingen die na bedoelde termijn genomen worden, zullen echter nog algemeen verbindend mogen verklaard worden zolang geen koninklijk besluit is uitgevaardigd dat voorziet in een eventuele ingebrekeblijving van de paritaire comités.

De heer Verhenne heeft op dit artikel een niet gepubliceerd amendement voorgesteld, dat ertoe strekte *in fine* van het laatste lid de woorden « en de plaatsing der werknemers dient georganiseerd » in te voegen.

De Minister heeft in dat verband welbepaalde verplichtingen aangegaan tijdens de algemene bespreking, waarnaar in dat verband verwezen wordt. Een lid verlangt dat de door de Minister voorgestane procedure vastgelegd wordt in de koninklijke besluiten die hij zal moeten uitvaardigen, en dit zowel voor de sectoren waarvoor geen beslissingen van de paritaire comités worden genomen als voor de overige.

Zoals andere commissieleden neemt hij echter aan dat de wet niet alles kan regelen en dat, meer nog dan in het verleden, de syndikale organisaties in de paritaire comités moeten ageren om het zoveel mogelijk beslissingen te doen nemen.

Een en ander heeft tot gevolg dat het amendement ingetrokken wordt.

De heer Castel stelt vervolgens voor in het laatste lid de woorden « kan de Koning vaststellen » te vervangen door de woorden « stelt de Koning vast ».

Dit amendement, dat ertoe strekt dienaangaande de plicht van de uitvoerende macht nauwkeurig te bepalen, wordt eenparig aangenomen.

Het aldus geamendeerde artikel 3 wordt eenparig aangenomen.

#### Art. 4.

In dit artikel worden de toekenningsvoorwaarden van de sluitingsvergoeding behandeld.

De in dit verband aangevoerde argumenten komen voor in de algemene bespreking en, in het bijzonder, in het gedeelte dat gewijd is aan de anciënniteit en aan de verhoging van het bedrag van de basisvergoeding.

#### *Amendement van de heer Schyns.*

Dit amendement heeft tot doel de instemming van de betrokkene verplicht te stellen voor een onmiddellijke herplaatsing, die tevens het verlies van de sluitingsvergoeding met zich brengt.

Buiten de in de verantwoording van het amendement voorkomende argumenten, worden hierna ook de pro- en contra-argumenten vermeld, die door sommige leden van de Commissie, resp. de Minister zijn aangevoerd.

Sommige leden vrezen dat de werkgevers eventueel afspraken zullen maken om de sluitingsvergoeding niet te



meture au cas où l'accord des travailleurs intéressés ne serait pas requis; ils redoutent la réaffectation des intéressés à des tâches qui ne seraient pas de même nature que celles qu'ils ont accomplies précédemment et pour l'accomplissement desquelles ils peuvent se révéler incapables, cette réaffectation étant suivie, après un certain temps, d'un congé sur base du droit commun entraînant pour ces travailleurs la perte de l'indemnité de fermeture.

Faisant état de l'expérience acquise, le Ministre signale à son tour que la nécessité de l'accord des intéressés tel que voudraient l'imposer d'aucuns, ne manquerait pas d'avoir une incidence défavorable sur le remplacement et pourrait également donner lieu à certains abus. C'est la raison pour laquelle en tout état de cause la formule proposée par l'amendement n'est pas adéquate.

\*\*\*

A une réunion suivante différentes suggestions ont été faites pour rencontrer le souci de l'auteur de l'amendement et de nombreux autres commissaires.

Le Ministre avait proposé d'indiquer dans le texte, la référence à la notion de « l'emploi convenable » telle que la connaît la réglementation sur le chômage.

Mais il y a renoncé en raison de l'opposition de certains commissaires qui faisaient notamment valoir qu'il s'agit en l'occurrence d'une notion administrative pouvant donner lieu à trop de difficultés et de malentendus et ne présentant pas une stabilité suffisante.

Se référant aux conventions du droit civil, un membre a émis l'opinion qu'on ne pouvait faire dépendre les charges imposées à une des parties en cause, de l'accord exclusif de l'autre partie.

Répondant à cet argument un autre membre a répliqué que le droit social est un droit d'exception par rapport au droit civil en raison notamment de l'inégalité de fait existant entre les parties en cause, et impose donc couramment des obligations unilatérales.

Un membre a proposé à son tour de compléter l'énumération des conditions de remplacement requises par le projet, par le critère de l'égalité des conditions de travail.

Il appartiendrait aux instances judiciaires compétentes d'apprécier et d'interpréter cette terminologie dont le commissaire reconnaît qu'elle est assez vague.

Exemples à l'appui, le Ministre et plusieurs commissaires ont démontré qu'en vérité le critère proposé était trop imprécis pour pouvoir être confronté avec la réalité complexe du problème en question et pour pouvoir servir de base à une jurisprudence valable qui soit de nature à éliminer le plus grand nombre de contestations possible.

Le Ministre a ensuite proposé de compléter le 1<sup>er</sup> alinéa de l'article par les mots suivants (amendement non publié) :

« et pour autant qu'il ne soit pas licencié par ce nouvel employeur dans un délai de six mois ».

Cette proposition est inspirée par la notion de la stabilité que doit présenter la nouvelle occupation; elle traduit également le souci déjà exprimé ci-dessus d'empêcher, dans les limites du possible et du raisonnable, que certains employeurs ne s'entendent avec d'autres pour se soustraire au paiement de l'indemnité de fermeture.

Un membre est cependant d'avis que ce texte ne résout pas non plus le problème du remplacement et de la perte consécutive du droit à l'indemnité de fermeture, et ce en raison du fait qu'il reste muet quant aux conditions de travail qui pourront être imposées. Qu'arrivera-t-il si l'intéressé est licencié après l'expiration du délai proposé de six mois pour

doivent payer, lorsque la décision de la commission des travailleurs n'est pas requise; ils redoutent la réaffectation des intéressés à des tâches qui ne seraient pas de même nature que celles qu'ils ont accomplies précédemment et pour l'accomplissement desquelles ils peuvent se révéler incapables, cette réaffectation étant suivie, après un certain temps, d'un congé sur base du droit commun entraînant pour ces travailleurs la perte de l'indemnité de fermeture.

Faisant état de l'expérience acquise, le Ministre signale à son tour que la nécessité de l'accord des intéressés tel que voudraient l'imposer d'aucuns, ne manquerait pas d'avoir une incidence défavorable sur le remplacement et pourrait également donner lieu à certains abus. C'est la raison pour laquelle en tout état de cause la formule proposée par l'amendement n'est pas adéquate.

\*\*\*

A une réunion suivante différentes suggestions ont été faites pour rencontrer le souci de l'auteur de l'amendement et de nombreux autres commissaires.

Le Ministre avait proposé d'indiquer dans le texte, la référence à la notion de « l'emploi convenable » telle que la connaît la réglementation sur le chômage.

Mais il y a renoncé en raison de l'opposition de certains commissaires qui faisaient notamment valoir qu'il s'agit en l'occurrence d'une notion administrative pouvant donner lieu à trop de difficultés et de malentendus et ne présentant pas une stabilité suffisante.

Se référant aux conventions du droit civil, un membre a émis l'opinion qu'on ne pouvait faire dépendre les charges imposées à une des parties en cause, de l'accord exclusif de l'autre partie.

Répondant à cet argument un autre membre a répliqué que le droit social est un droit d'exception par rapport au droit civil en raison notamment de l'inégalité de fait existant entre les parties en cause, et impose donc couramment des obligations unilatérales.

Un membre a proposé à son tour de compléter l'énumération des conditions de remplacement requises par le projet, par le critère de l'égalité des conditions de travail.

Il appartiendrait aux instances judiciaires compétentes d'apprécier et d'interpréter cette terminologie dont le commissaire reconnaît qu'elle est assez vague.

Exemples à l'appui, le Ministre et plusieurs commissaires ont démontré qu'en vérité le critère proposé était trop imprécis pour pouvoir être confronté avec la réalité complexe du problème en question et pour pouvoir servir de base à une jurisprudence valable qui soit de nature à éliminer le plus grand nombre de contestations possible.

Le Ministre a ensuite proposé de compléter le 1<sup>er</sup> alinéa de l'article par les mots suivants (amendement non publié) :

« et pour autant qu'il ne soit pas licencié par ce nouvel employeur dans un délai de six mois ».

Cette proposition est inspirée par la notion de la stabilité que doit présenter la nouvelle occupation; elle traduit également le souci déjà exprimé ci-dessus d'empêcher, dans les limites du possible et du raisonnable, que certains employeurs ne s'entendent avec d'autres pour se soustraire au paiement de l'indemnité de fermeture.

Un membre est cependant d'avis que ce texte ne résout pas non plus le problème du remplacement et de la perte consécutive du droit à l'indemnité de fermeture, et ce en raison du fait qu'il reste muet quant aux conditions de travail qui pourront être imposées. Qu'arrivera-t-il si l'intéressé est licencié après l'expiration du délai proposé de six mois pour

doivent payer, lorsque la décision de la commission des travailleurs n'est pas requise; ils redoutent la réaffectation des intéressés à des tâches qui ne seraient pas de même nature que celles qu'ils ont accomplies précédemment et pour l'accomplissement desquelles ils peuvent se révéler incapables, cette réaffectation étant suivie, après un certain temps, d'un congé sur base du droit commun entraînant pour ces travailleurs la perte de l'indemnité de fermeture.

Faisant état de l'expérience acquise, le Ministre signale à son tour que la nécessité de l'accord des intéressés tel que voudraient l'imposer d'aucuns, ne manquerait pas d'avoir une incidence défavorable sur le remplacement et pourrait également donner lieu à certains abus. C'est la raison pour laquelle en tout état de cause la formule proposée par l'amendement n'est pas adéquate.

\*\*\*

A une réunion suivante différentes suggestions ont été faites pour rencontrer le souci de l'auteur de l'amendement et de nombreux autres commissaires.

Le Ministre avait proposé d'indiquer dans le texte, la référence à la notion de « l'emploi convenable » telle que la connaît la réglementation sur le chômage.

Mais il y a renoncé en raison de l'opposition de certains commissaires qui faisaient notamment valoir qu'il s'agit en l'occurrence d'une notion administrative pouvant donner lieu à trop de difficultés et de malentendus et ne présentant pas une stabilité suffisante.

Se référant aux conventions du droit civil, un membre a émis l'opinion qu'on ne pouvait faire dépendre les charges imposées à une des parties en cause, de l'accord exclusif de l'autre partie.

Répondant à cet argument un autre membre a répliqué que le droit social est un droit d'exception par rapport au droit civil en raison notamment de l'inégalité de fait existant entre les parties en cause, et impose donc couramment des obligations unilatérales.

Un membre a proposé à son tour de compléter l'énumération des conditions de remplacement requises par le projet, par le critère de l'égalité des conditions de travail.

Il appartiendrait aux instances judiciaires compétentes d'apprécier et d'interpréter cette terminologie dont le commissaire reconnaît qu'elle est assez vague.

Exemples à l'appui, le Ministre et plusieurs commissaires ont démontré qu'en vérité le critère proposé était trop imprécis pour pouvoir être confronté avec la réalité complexe du problème en question et pour pouvoir servir de base à une jurisprudence valable qui soit de nature à éliminer le plus grand nombre de contestations possible.

Le Ministre a ensuite proposé de compléter le 1<sup>er</sup> alinéa de l'article par les mots suivants (amendement non publié) :

« et pour autant qu'il ne soit pas licencié par ce nouvel employeur dans un délai de six mois ».

Cette proposition est inspirée par la notion de la stabilité que doit présenter la nouvelle occupation; elle traduit également le souci déjà exprimé ci-dessus d'empêcher, dans les limites du possible et du raisonnable, que certains employeurs ne s'entendent avec d'autres pour se soustraire au paiement de l'indemnité de fermeture.

Un membre est cependant d'avis que ce texte ne résout pas non plus le problème du remplacement et de la perte consécutive du droit à l'indemnité de fermeture, et ce en raison du fait qu'il reste muet quant aux conditions de travail qui pourront être imposées. Qu'arrivera-t-il si l'intéressé est licencié après l'expiration du délai proposé de six mois pour



des raisons d'incapacité physique due à l'affectation à une tâche qui ne lui convenait pas ?

L'indemnité de préavis ne peut dans ce cas être considérée comme une contrepartie valable de la perte de l'indemnité de fermeture.

Or, selon le commissaire, c'est la manière de rencontrer ces éventualités et d'autres de même nature qui constitue le nœud du problème.

M. Schyns ayant retiré son amendement en faveur de celui présenté par le gouvernement, ce dernier est adopté par 13 voix et 5 abstentions.

#### *Amendement de M. Major.*

Cet amendement tend à ramener de cinq à un an l'ancienneté minimum requise pour pouvoir bénéficier d'une indemnité de fermeture.

Il est lié à l'amendement du même auteur à l'article 6 qui prévoit une indemnité de fermeture de 1 000 F par année d'ancienneté, et ce, tout au moins dans sa rédaction initiale, à partir de la première année d'ancienneté.

Un membre ayant proposé à l'article 6 une formule de compromis, l'auteur de l'amendement est disposé à retirer son amendement à l'article 4, à condition que ladite formule soit acceptée.

\* \* \*

A la réunion suivante le Gouvernement présente un nouveau texte en remplacement des deux premiers alinéas de l'article 6.

Bien que ce nouveau texte ne donne pas satisfaction à l'auteur d'amendements précité, il rend néanmoins satisfaisant l'amendement à l'article 4 qui est retiré.

\* \* \*

Mis aux voix, l'article 4, tel qu'il vient d'être modifié, est adopté par 13 voix et 5 abstentions.

#### *Art. 5.*

Cet article est adopté à l'unanimité.

#### *Art. 6.*

#### *Amendements de M. Major.*

Un premier amendement tendait notamment, dans sa forme initiale, à accorder une indemnité de fermeture de 1 000 F par année d'ancienneté avec un maximum de 25 000 F; il prévoyait aussi le rattachement des montants de l'indemnité en question à l'évolution générale des salaires.

Un membre propose une formule de compromis : ancienneté de base de 5 ans correspondant à une indemnité de base de 5 500 F; ensuite augmentation de 1 000 F par année d'ancienneté avec un maximum de 25 000 F.

De cette manière on rencontre aussi, dans une certaine mesure, l'objection formulée par le Ministre selon laquelle l'amendement en question pourrait être préjudiciable à certains travailleurs, à savoir ceux qui peuvent faire valoir soit entre 5 et 6 ans, soit entre 10 et 11 ans, soit entre 15 et 16 ans d'ancienneté.

Ainsi qu'il a déjà été dit ci-dessus à propos de l'article 4, l'auteur du présent amendement à l'article 6 est disposé à retirer son amendement à l'article 4 si la formule de compromis qui vient d'être exposée, est acceptée.

Par ailleurs il a aligné sur cette formule de compromis la rédaction définitive de la partie de son amendement à

voorgestelde termijn van zes maanden wordt ontslagen wegens lichamelijke ongeschiktheid die veroorzaakt is doordat hem een taak werd toevertrouwd waartegen hij niet opgewassen was ?

De opzeggingsvergoeding kan in dit geval niet worden beschouwd als een geldige compensatie voor het verlies van de sluitingsvergoeding.

Volgens het lid schuilt de grote moeilijkheid in de manier om dergelijke gevallen te regelen.

De heer Schyns trekt zijn amendement in ten gunste van het regeringsamendement; dit laatste wordt aangenomen met 13 stemmen en 5 onthoudingen.

#### *Amendement van de heer Major.*

Dit amendement heeft tot doel de minimumancienniteit die vereist is om de sluitingsvergoeding te kunnen genieten, van vijf tot één jaar terug te brengen.

Dit amendement is gekoppeld aan het amendement van dezelfde auteur op artikel 6, waarbij aanvankelijk een sluitingsvergoeding van 1 000 F per ancienniteitsjaar werd toegekend en dit, tenminste in de oorspronkelijke tekst, met ingang van het eerste jaar ancienniteit.

Daar een lid bij artikel 6 een compromisformule heeft voorgesteld, verklaart de auteur van het amendement zich bereid zijn amendement op artikel 4 in te trekken op voorwaarde dat bedoelde formule wordt aangenomen.

\* \* \*

Op de volgende vergadering stelt de Regering een nieuwe tekst voor ter vervanging van het eerste en het tweede lid van artikel 6.

Hoewel de nieuwe tekst de auteur van voornoemde amendementen geen voldoening schenkt, maakt hij het amendement op artikel 4 toch overbodig. Derhalve wordt dit laatste ingetrokken.

\* \* \*

Bij de stemming wordt artikel 4 in zijn gewijzigde vorm aangenomen met 13 stemmen en 5 onthoudingen.

#### *Art. 5.*

Dit artikel wordt eenparig aangenomen.

#### *Art. 6.*

#### *Amendementen van de heer Major.*

Een eerste amendement strekte er namelijk toe, in zijn oorspronkelijke vorm een sluitingsvergoeding van 1 000 F per ancienniteitsjaar toe te kennen, met een maximum van 25 000 F, en de desbetreffende bedragen te koppelen aan de algemene ontwikkeling van de lonen.

Een lid stelt een compromisformule voor : 5 jaar basis-ancienniteit overeenstemmend met een basisvergoeding van 5 500 F; daarna verhoging met 1 000 F per ancienniteitsjaar, met een maximum van 25 000 F.

Op die manier kan ook het door de Minister geopperde bezwaar, volgens hetwelk het amendement nadelig kan zijn voor sommige werknemers die tussen 5 en 6 jaar, of tussen 10 en 11 jaar, of tussen 15 en 16 jaar ancienniteit hebben, tot op zekere hoogte worden ondervangen.

Zoals reeds gezegd is in verband met artikel 4, is de auteur van het amendement op artikel 6 bereid het amendement op artikel 4 in te trekken, indien de hierboven vermelde compromisformule wordt aangenomen.

Bovendien heeft hij de definitieve redactie van het gedeelte van zijn amendement op artikel 6 dat betrekking heeft

l'article 6 qui a trait à l'ancienneté minimum requise pour pouvoir bénéficier, moyennant augmentation progressive par année d'ancienneté, de l'indemnité de fermeture.

Pour les arguments développés de part et d'autre en ce qui concerne le principe même de la modification proposée des montants de base de l'indemnité de fermeture, il est renvoyé à la discussion générale.

Néanmoins le Ministre a encore fait valoir que la formule reprise dans le projet a fait l'objet de discussions au sein du C. N. T. où elle a recueilli la majorité. Ensuite, dans les circonstances actuelles, il y a lieu d'éviter de se placer dans l'obligation d'avoir recours à nouveau au paiement de cotisations par les employeurs; or, ce recours semble inévitable surtout si on tient compte de l'effet cumulé de deux modifications proposées: d'une part, réduction du nombre requis de travailleurs occupés et partant extension du champ d'application de la loi aux entreprises occupant au moins 25 travailleurs, d'autre part, majoration progressive de l'indemnité de fermeture par année d'ancienneté.

En effet, si on admet ces modifications les disponibilités du Fonds, qui sont allées en diminuant à partir de 1964, seront probablement épuisées d'ici un an ou deux.

Après avoir consulté ses collègues du gouvernement, le Ministre dépose l'amendement (non publié) suivant:

*Article 6.* — Les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 de cet article sont remplacés par les dispositions suivantes:

« L'indemnité accordée aux travailleurs visés à l'article 4 est de 1 000 F par année d'ancienneté avec un maximum de 20 000 F.

Ces montants sont rattachés à l'indice 110 des prix de détail du Royaume.

Ils sont augmentés ou diminués lorsque l'indice atteint 112,75 points ou descend à 107,25 points. Dans la suite, ils sont augmentés ou diminués chaque fois que l'indice monte ou descend de 2,75 points par rapport au chiffre de l'indice qui a justifié soit l'augmentation précédente, soit la diminution précédente.

Le montant de chaque augmentation ou diminution est fixé à 2,5 % des montants rattachés à l'indice 110.

Les augmentations et diminutions sont appliquées à partir du trimestre civil qui suit la fin de la période pendant laquelle l'indice atteint, pendant deux mois consécutifs, le chiffre qui justifie une modification. »

*Justification.* — Pour des raisons d'opportunité il est préférable de fixer par la loi le rattachement de l'indemnité de licenciement à l'indice des prix de détail du Royaume. Le Gouvernement a adopté ainsi le système de la loi du 12 avril 1960 unifiant les divers régimes de liaison à l'indice des prix de détail tel que ce système est appliqué aux différents régimes de sécurité sociale en vertu de l'arrêté royal du 23 mars 1961. »

Le Ministre signale, outre les explications données dans la justification, que cet amendement aura pour effet, si on se base sur l'indice des prix de détail en vigueur à ce jour et à condition que cet indice ne soit plus modifié jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi, que les montants susdits de l'indemnité de fermeture qui sont rattachés à l'indice 110, seront majorés de 17,5 % et portés à 1 175 F par année d'ancienneté avec un maximum de 23 500 F.

op de minimum anciënniteit welke nodig is om mits progressieve verhoging per anciënniteitsjaar, de sluitingsvergoeding te kunnen genieten, aan die compromisformule aangepast.

Wat de argumenten betreft die voor en tegen het principe van de voorgestelde wijziging van de basisbedragen der sluitingsvergoeding worden aangevoerd, zij verwezen naar de algemene bespreking.

De Minister heeft evenwel nog aangevoerd dat de in het ontwerp voorkomende formule in de Nationale Arbeidsraad is besproken, waar de meerderheid zich ervoor heeft uitgesproken. Bovendien moet men in de huidige omstandigheden vermijden de werkgevers andermaal te verplichten om nieuwe bijdragen te betalen; een dergelijke verplichting lijkt nu wel onvermijdelijk, vooral wanneer rekening wordt gehouden met de gecumuleerde uitwerking van de twee voorgestelde wijzigingen: enerzijds vermindering van het vereiste aantal tewerkgestelde werknemers en derhalve uitbreiding van het toepassingsgebied van de wet tot de ondernemingen die ten minste 25 werknemers tewerkstellen, en anderzijds geleidelijke verhoging van de sluitingsvergoeding per anciënniteitsjaar.

Worden die wijzigingen aangenomen, dan zullen immers de beschikbare middelen van het Fonds, die sedert 1964 steeds verminderen, over een of twee jaar waarschijnlijk uitgeput zijn.

Na zijn collega's uit de Regering te hebben geraadpleegd, stelt de Minister volgend (niet gepubliceerd) amendement voor:

*Artikel 6.* — Het eerste en het tweede lid van dit artikel worden vervangen door de volgende bepalingen:

« De vergoeding toegekend aan de werknemers bedoeld in artikel 4 bedraagt 1 000 F per jaar anciënniteit in de onderneming met een minimum van 20 000 F.

Deze bedragen worden gekoppeld aan het indexcijfer 110 van de kleinhandelsprijzen van het Rijk.

Ze worden verhoogd of verminderd wanneer het indexcijfer 112,75 punten bereikt of tot op 107,25 punten daalt. Daarna worden zij verhoogd of verminderd telkens het indexcijfer stijgt of daalt met 2,75 punten ten opzichte van het indexcijfer dat hetzij de vorige verhoging hetzij de vorige daling gerechtvaardigd heeft.

Het bedrag van iedere verhoging of vermindering wordt bepaald op 2,5 % van de bedragen die gekoppeld zijn aan het indexcijfer 110.

De verhogingen of verminderingen worden toegepast met ingang van het kalenderkwartaal dat volgt op het einde van de periode tijdens welke het indexcijfer gedurende twee opeenvolgende maanden het cijfer bereikt dat een wijziging rechtvaardigt. »

*Verantwoording.* — Om opportuniteitsredenen is het verkieslijk de vergoeding wegens ontslag bij de wet te koppelen aan het indexcijfer der kleinhandelsprijzen van het Rijk. De Regering heeft aldus het stelsel aangenomen van de wet van 12 april 1960 tot eenmaking van de verschillende stelsels van koppeling aan het indexcijfer der kleinhandelsprijzen, zoals dat, ter uitvoering van het koninklijk besluit van 23 maart 1961, wordt toegepast op de verschillende regelingen inzake sociale zekerheid. »

Benevens de uitleg die men terugvindt in de verantwoording, wijst de Minister erop dat dit amendement tot gevolg zal hebben dat — zo men steunt op het huidige indexcijfer van de kleinhandelsprijzen en op voorwaarde dat dit indexcijfer geen wijziging meer ondergaat vóór de inwerkingtreding van de wet — voormelde bedragen der sluitingsvergoeding, die gekoppeld zijn aan het indexcijfer 110, zullen worden verhoogd met 17,5 %, zodat zij 1 175 F per jaar anciënniteit zullen bereiken, met een maximum van 23 500 F.

D'autre part, le Ministre insiste pour qu'on s'en tienne, en ce qui concerne le nombre d'années d'ancienneté à prendre en considération pour l'octroi de l'indemnité de fermeture, au maximum de vingt ans et ce notamment dans un souci d'uniformité de la législation sur le contrat de travail où le même plafond est appliqué en matière de délais de préavis.

Il serait d'ailleurs regrettable qu'en admettant une dérogation à cette limite d'ancienneté, on mette en cause certains efforts d'uniformisation de la législation sociale qui ont déjà été accomplis.

L'auteur de l'amendement répète que s'il peut accepter la condition d'une ancienneté minimum de 5 ans pour pouvoir bénéficier de l'indemnité de fermeture, il ne peut renoncer, ni à la progressivité par année d'ancienneté de l'augmentation de ladite indemnité, ni admettre une réduction du montant maximum de 25 000 F.

En effet, même si, par suite de l'adoption de son amendement, cette indemnité par le jeu des adaptations de l'indice des prix de détail devait s'élever à 28 000 ou à 29 000 F, elle ne constituerait néanmoins qu'une faible compensation des préjudices qui, pour les ouvriers, peuvent résulter notamment de leur licenciement.

Ceci vaut particulièrement pour les ouvriers d'un certain âge qui peuvent faire valoir une ancienneté considérable mais dont le remplacement peut précisément en raison de cette ancienneté se révéler particulièrement difficile.

D'autre part il y a lieu d'ajouter qu'il n'y a pas de comparaison possible entre l'indemnité de congé due à l'ouvrier p. ex. après 20 ans d'ancienneté et celle due à l'employé. Raison de plus pour que l'ouvrier reçoive une indemnité de fermeture d'une certaine importance pour lui permettre de s'adapter à sa nouvelle situation, à savoir la recherche d'un nouvel emploi et son remplacement ou le chômage, ce qui est souvent le cas pour les plus âgés et les moins bien lotis soit du point de vue physique, soit du point de vue formation professionnelle.

En conclusion le membre estime que malgré l'expérience acquise de prorogation en prorogation, le présent projet qui aurait dû aboutir à une loi définitive, ne règle pas davantage le problème essentiel qu'il vient d'exposer.

Un commissaire attire l'attention sur le deuxième volet du premier amendement de M. Major, à savoir le rattachement des montants de l'indemnité de fermeture non pas à l'indice des prix de détail mais à l'évolution générale des salaires. Il répète les arguments déjà développés ci-dessus qui, selon lui, plaident en faveur de ce dernier système d'adaptation qu'il voudrait voir étendre aussi aux montants des pensions des différents régimes.

Le Ministre et plusieurs membres font observer à cet égard qu'il serait difficile de formuler des normes susceptibles de définir ce critère.

Le rattachement à l'indice des prix de détail est la formule de l'adaptation des allocations sociales qu'on retrouve à travers toute la législation : il ne serait pas opportun de s'écarter à l'occasion de l'examen du présent projet, des règles fixées par la loi du 12 avril 1960 unifiant les divers régimes de liaison à l'indice des prix de détail et de créer ainsi dans un secteur déterminé une dérogation à ce régime uniforme.

En outre, il ne faut pas perdre de vue que l'article 7 donne faculté au Roi de modifier, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les montants de l'indemnité de fermeture; en cas de recours à cette procédure on peut donc

Anderzijds dringt de Minister erop aan met betrekking tot het voor de toekenning van de sluitingsvergoeding in aanmerking komende aantal jaren anciënniteit, vast te houden aan het maximum van twintig jaar en wel met het oog op de eenvormigheid in de wetgeving op de arbeidsovereenkomst, waarin datzelfde maximum wordt toegepast voor de opzeggingstermijnen.

Het ware ten andere betreurenswaardig dat men, door een afwijking op die anciënniteitsgrens toe te staan, sommige inspanningen die reeds werden gedaan om het sociaal recht eenvormig te maken, in het gedrang zou brengen.

De auteur van het amendement herhaalt dat hij wel een minimumanciënniteit van 5 jaar kan aanvaarden als voorwaarde om de sluitingsvergoeding te kunnen genieten, doch dat hij niet kan afzien van de progressiviteit per jaar anciënniteit — van de vermeerdering van die vergoeding en ook geen vermindering van het maximumbedrag van 25 000 F kan aanvaarden.

Zelfs indien deze vergoeding ingevolge de aanneming van dit amendement op 28 000 of 29 000 F zou worden gebracht door aanpassing aan het indexcijfer der kleinhandelsprijzen, zou zij immers slechts een kleine compensatie zijn voor de nadelen die voor de arbeiders uit hun ontslag kunnen voortvloeien.

Dit geldt voornamelijk voor de arbeiders van een zekere leeftijd die een aanzienlijke anciënniteit in rekening kunnen brengen, maar wier herplaatsing juist daardoor bijzonder moeilijk kan blijken.

Anderzijds dient hieraan te worden toegevoegd dat er geen vergelijking mogelijk is tussen de aan een arbeider verschuldigde opzeggingsvergoeding, b.v. na 20 jaar anciënniteit, en die welke aan een bediende zijn verschuldigd. Dit is een reden te meer waarom de arbeider een nogal belangrijke sluitingsvergoeding moet krijgen die hem in de mogelijkheid stelt zich aan zijn nieuwe toestand aan te passen : zoeken naar een nieuwe betrekking, herplaatsing of werkloosheid, waarbij dit laatste vaak het lot is van de oudsten en van degenen die in fysisch opzicht dan wel uit een oogpunt van beroepsopleiding het slechts bedeed zijn.

Tot besluit meent het lid dat dit ontwerp, dat een definitieve wet had moeten worden, ook geen regeling biedt voor het belangrijke probleem dat hij zoeven heeft uiteengezet, ondanks de ervaring die ingevolge herhaaldelijke verleningen is opgedaan.

Een lid vestigt de aandacht op het tweede deel van het eerste amendement Major, waarbij de bedragen der sluitingsvergoeding niet aan het indexcijfer der kleinhandelsprijzen gekoppeld wordt, maar aan de algemene ontwikkeling van de lonen. Hij herhaalt de reeds hiervoren uiteengezette argumenten die volgens hem pleiten voor laatstgenoemd aanpassingssysteem, hetwelk hij ook tot de pensioenen van de verschillende regelingen zou willen uitbreiden.

In verband hiermee merken de Minister en verschillende leden op dat het moeilijk zou zijn normen ter bepaling van dit criterium vast te stellen.

De koppeling aan het indexcijfer der kleinhandelsprijzen is de formule voor de aanpassing van de sociale uitkeringen, die men in de hele wetgeving aantreft; het ware niet opportuun naar aanleiding van de bespreking van het onderhavige ontwerp af te wijken van de regels welke zijn voorgeschreven door de wet van 12 april 1960 tot eenmaking van de verschillende stelsels van koppeling aan het indexcijfer der kleinhandelsprijzen en zodoende in een bepaalde sector een afwijking op die uniforme regeling in het leven te roepen.

Verder mag niet uit het oog worden verloren dat artikel 7 de Koning in staat stelt bij een in ministerraad overlegd besluit de bedragen van de sluitingsvergoeding te wijzigen; dientengevolge kan men dan, wanneer zo te werk

tenir compte, pour l'adaptation de ladite indemnité, de l'évolution du standing de vie et des salaires.

Mis aux voix l'amendement de M. Major est repoussé par 14 voix contre 5 tandis que celui du gouvernement est adopté par 13 voix et 5 abstentions.

Il est procédé ensuite à l'examen de l'amendement de M. Major tendant à exonérer l'indemnité de fermeture de tous impôts.

Est examiné en même temps, l'amendement de M. Schyns proposé à l'article 8 mais qui a le même objet.

Bien que le problème concerne plutôt son collègue des Finances, le Ministre rappelle qu'en principe toute indemnité est soumise à l'impôt.

Les auteurs des amendements répliquent que l'indemnité en question ne concerne pas exclusivement l'année à laquelle elle serait rattachée pour le calcul de l'impôt et pour laquelle elle aurait inévitablement pour effet d'augmenter considérablement au préjudice du bénéficiaire de l'indemnité, la charge fiscale, mais se rapporte à plusieurs exercices fiscaux sur lesquels cette charge devrait être répartie.

Par ailleurs la nature particulière de l'indemnité de fermeture qui a pour but de mettre à la disposition des bénéficiaires privés de leurs ressources, des moyens financiers pour leur permettre de traverser une période difficile, justifie pleinement l'exonération d'impôt.

Un autre commissaire ayant fait valoir que l'indemnité de préavis est également soumise à l'impôt, un des orateurs précédents déclare ne pouvoir accepter cet argument puisque l'indemnité de préavis, affirme-t-il, constitue une rémunération, ce qui n'est pas le cas de l'indemnité de fermeture.

Mis aux voix, l'amendement précité de M. Major est repoussé par 9 voix contre 6 et 4 abstentions.

L'article 6, tel qu'il est modifié par le gouvernement, est adopté par 14 voix et 5 abstentions.

#### Art. 7.

Cet article est adopté à l'unanimité.

#### Art. 8.

##### *Amendements de M. Schyns.*

Le premier amendement tombe, par suite du rejet de l'amendement parallèle de M. Major à l'article 6.

Le deuxième amendement qui est de pure forme, est retiré.

L'article est adopté à l'unanimité.

#### Art. 9.

##### *Amendements de M. Schyns.*

Le premier amendement tend à inverser les deux derniers alinéas de l'article et est de pure forme. Il est retiré.

Le deuxième amendement tend à stipuler que le comité de gestion du Fonds est compétent pour déterminer si la fermeture d'entreprise est intervenue, lorsque le Fonds est appelé à effectuer les paiements, souvent en lieu et place des employeurs, dans le cas de faillite notamment.

wordt gegaan, voor de aanpassing van de desbetreffende vergoeding rekening houden met de ontwikkeling van de levensstandaard en met de lonen.

Het amendement van de heer Major wordt in stemming gebracht en met 14 tegen 5 stemmen verworpen, terwijl het regeringsamendement met 13 stemmen en 5 onthoudingen wordt aangenomen.

Vervolgens wordt het amendement van de heer Major onderzocht, dat voor de sluitingsvergoeding vrijstelling van alle belastingen voorstelt.

Tenzelfdertijd wordt het amendement van de heer Schyns op artikel 8, dat hetzelfde object heeft, behandeld.

Hoewel dit probleem meer zijn collega van Financiën aangaat, wijst de Minister erop dat elke vergoeding in beginsel aan belasting onderworpen is.

De auteurs der amendementen antwoorden hierop dat de betrokken vergoeding niet uitsluitend betrekking heeft op het jaar waarmee zij zou worden verbonden voor de berekening van de belasting en waarvoor zij onvermijdelijk ten gevolge zou hebben dat de rechthebbende op de vergoeding een veel hogere belasting zou moeten betalen, maar dat die vergoeding betrekking heeft op verscheidene belastingjaren, waarover die belasting zou moeten worden verdeeld.

Overigens wordt de vrijstelling van belasting volledig verantwoord door de bijzondere aard van de sluitingsvergoeding, welke ten doel heeft aan de van hun middelen beroofde gerechtigden financiële hulp te geven, om hen in staat te stellen een moeilijke periode te doorstaan.

Een ander lid verklaart dat de opzeggingsvergoeding eveneens aan belasting is onderworpen; een van de vorige sprekers verklaart het daarmee niet eens te kunnen zijn, omdat die vergoeding volgens hem een bezoldiging is, wat niet kan worden gezegd van de sluitingsvergoeding.

Het amendement van de heer Major wordt in stemming gebracht en met 9 tegen 6 stemmen en 4 onthoudingen verworpen.

Het door de regering gewijzigde artikel 6 wordt met 14 tegen 5 stemmen aangenomen.

#### Art. 7.

Dit artikel wordt eenparig aangenomen.

#### Art. 8.

##### *Amendementen van de heer Schyns.*

Het eerste amendement vervalt, daar het overeenkomstige amendement van de heer Major op artikel 6 verworpen is.

Het tweede amendement, dat louter de vorm betreft, wordt ingetrokken.

Het artikel wordt eenparig aangenomen.

#### Art. 9.

##### *Amendementen van de heer Schyns.*

Het eerste amendement strekt ertoe de volgorde van het eerste en het tweede lid om te keren en betreft louter de vorm. Het wordt ingetrokken.

Het tweede amendement wil bepalen dat het beheerscomité van het Fonds bevoegd is om uit te maken of de sluiting is ingetreden, wanneer het Fonds de betalingen — vaak in de plaats van de werkgevers — moet verrichten, zoals in het geval van faillissement.

Sans doute ledit comité de gestion s'est-il, jusqu'à présent, acquitté de cette mission; cela n'empêche, estime l'auteur de l'amendement, qu'il est logique de préciser dans la loi que ce comité est habilité à constater que les conditions de fermeture sont remplies.

Le Ministre demande au commissaire de ne pas insister. En effet, son amendement risque de créer des confusions en ce qui concerne les responsabilités respectives des instances qui interviennent à un titre quelconque dans l'exécution de la loi.

Or la responsabilité du comité de gestion du Fonds d'indemnisation se limite en principe à une intervention financière en lieu et place de l'employeur défaillant.

Par ailleurs, il résulte des dispositions de la loi qu'en vue de son application, le fait de la fermeture de l'entreprise doit être constaté. Cette fermeture peut être constatée en premier lieu par l'employeur et, le cas échéant, par le comité de gestion du Fonds.

En cas de litige au sujet de la question de savoir si les conditions de fermeture sont remplies — donnant donc lieu au paiement de l'indemnité — il faut en référer aux instances judiciaires compétentes.

Un membre estime qu'en cas de litige et de recours devant les instances judiciaires, la procédure ainsi engagée peut se prolonger pendant un temps considérable au grand dam des travailleurs qui attendent le paiement de l'indemnité de fermeture. Ne serait-il dès lors pas souhaitable qu'on fasse droit à la proposition de l'auteur de l'amendement et que le comité de gestion du Fonds soit habilité par la loi — et non seulement en fait, ainsi que cela se pratique à l'heure actuelle — à constater, le cas échéant, unilatéralement, que les conditions de fermeture sont remplies? Il se pourrait aussi, ajoute un autre commissaire, que, par suite de l'incertitude prolongée créée par une telle situation, certains travailleurs quittent l'entreprise pour chercher une occupation ailleurs et perdraient de ce fait le bénéfice de l'indemnité en question.

Mais le même membre fait observer à cet égard qu'outre un pouvoir de constatation de fait — p. ex. en cas de faillite — le comité de gestion du Fonds est habilité à intervenir d'une autre manière encore en cas de carence de l'employeur et ce conformément au 4<sup>me</sup> alinéa de l'article 4 du projet qui dispose que le comité de gestion du Fonds peut assimiler à une rupture de contrat par l'employeur toute cessation de contrat, trouvant son origine dans la perspective ou dans la réalisation de la fermeture d'une entreprise.

Etant donné que le pouvoir du Fonds de constater que les conditions de fermeture sont remplies, ne peut être mis en doute, ce pouvoir étant exercé en fait et étant reconnu indirectement dans les textes, l'amendement de M. Schyns est retiré.

Se référant à l'observation générale reprise dans l'avis du Conseil d'Etat un membre fait encore observer qu'au premier alinéa de l'article 9 il est dit : « Il est institué auprès de l'O. N. E. M. etc. un Fonds dénommé etc... », alors que ce Fonds existe déjà en vertu de la loi de 1960.

Le Ministre et un membre de la Commission font valoir à leur tour que le libellé de la disposition en question est correct eu égard au fait que le présent projet remplace intégralement la loi de 1960, la continuité en ce qui concerne le Fonds étant assurée par les dispositions de l'article 34 en vertu duquel « le Fonds succède aux droits et obligations, à l'actif et au passif du Fonds... institué par l'article 9 de la loi du 27 juin 1960... ».

L'article 9 est adopté à l'unanimité.

Het beheerscomité heeft zich ongetwijfeld tot op heden van deze opdracht gekweten; volgens de auteur van het amendement belet zulks niet dat het logisch is in de wet te preciseren dat het comité bevoegd is om vast te stellen dat de voorwaarden van de sluiting vervuld zijn.

De Minister verzoekt het lid niet verder aan te dringen, omdat zijn amendement kan aanleiding geven tot verwarring omtrent de respectieve verantwoordelijkheden van de organen die op een of andere wijze betrokken zijn bij de uitvoering van de wet.

Immers, de verantwoordelijkheid van het beheerscomité van het Vergoedingsfonds beperkt zich in principe tot een financiële tussenkomst in de plaats van de in gebreke blijvende werkgever.

Uit de wet vloeit trouwens voort dat met het oog op de toepassing ervan het feit van de sluiting van de onderneming moet worden geconstateerd. Deze sluiting kan in de eerste plaats door de werkgever en eventueel door het beheerscomité van het Fonds worden geconstateerd.

In geval van geschil over de vraag of de voorwaarden tot sluiting vervuld zijn, zodat er dus aanleiding is tot uitbetaling van de vergoeding, dient naar de bevoegde rechterlijke instanties verwezen te worden.

Een lid meent dat in geval van geschil en daaropvolgend beroep vóór de rechterlijke instanties, de aldus ingestelde procedure gedurende lange tijd kan aanslepen, hetgeen de werknemers, die op de sluitingsvergoeding wachten, erg benadeelt. Zou het dan niet wenselijk zijn gevolg te geven aan het voorstel van de auteur van het amendement, en bij een wet — en niet alleen in feite, zoals thans het geval is — aan het beheerscomité van het Fonds de bevoegdheid te verlenen om desnoods eenzijdig te constateren dat de voorwaarden tot sluiting wel degelijk vervuld zijn? Een ander lid voegt eraan toe dat het ook zou kunnen gebeuren dat bepaalde werknemers ingevolge de langdurige onzekerheid welke uit zulk een toestand voortvloeit, de onderneming verlaten om elders een betrekking te zoeken en daardoor het voordeel van bedoelde vergoeding verliezen.

In dat verband merkt het lid echter op dat het beheerscomité van het Fonds, benevens een feitelijke bevoegdheid om te constateren — b.v. in geval van faillissement — ook op een andere wijze mag optreden als de werkgever in gebreke blijft, en wel krachtens het 4<sup>e</sup> lid van artikel 4 van het ontwerp, dat bepaalt dat het beheerscomité van het Fonds elke beëindiging van de overeenkomst, die haar oorsprong vindt in het vooruitzicht van een onderneming, met een beëindiging door de werkgever kan gelijkstellen.

Aangezien de bevoegdheid van het Fonds om te constateren dat de voorwaarden tot sluiting vervuld zijn, niet in twijfel kan worden getrokken, daar bedoelde bevoegdheid feitelijk wordt uitgeoefend en onrechtstreeks in de teksten is erkend, wordt het amendement van de heer Schyns ingetrokken.

Onder verwijzing naar de algemene opmerking in het advies van de Raad van State, merkt een lid nog op dat in het eerste lid van artikel 9 staat : « Bij de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening wordt een Fonds opgericht... », alhoewel het Fonds reeds bestaat krachtens de wet van 1960.

De Minister en een lid van de Commissie wijzen er van hun kant op dat de redactie van bedoelde bepaling correct is, aangezien dit ontwerp volledig in de plaats komt van de wet van 1960, terwijl de continuïteit met betrekking tot het Fonds verzekerd wordt door de bepaling van artikel 34 : « Het Fonds neemt de rechten en verplichtingen, het actief en passief over van het Fonds... opgericht bij artikel 9 van de wet van 27 juni 1960... ».

Artikel 9 wordt eenparig aangenomen.

## Art. 10 à 18.

Ces articles sont adoptés à l'unanimité.

## Art. 19.

Evoquant l'examen du projet de loi contenant le Code judiciaire, un membre fait observer qu'en vue d'apporter les adaptations nécessaires il y a lieu d'attirer l'attention de la Commission de la Justice sur les dispositions du présent article.

L'article 19 est ensuite adopté à l'unanimité.

## Art. 20 à 36.

Ces articles sont adoptés à l'unanimité.

\* \* \*

Mis aux voix l'ensemble du projet, compte tenu des amendements, est adopté à l'unanimité.

*Le Rapporteur,*

G. SCHIJNS.

*Le Président,*

R. PÊTRE.

## Artt. 10 tot 18.

Die artikelen worden eenparig aangenomen.

## Art. 19.

Een lid verwijst naar de bespreking van het wetsontwerp houdende het Gerechdelijk Wetboek en merkt op dat men de aandacht van de Commissie voor de Justitie op de bepalingen van dit artikel zou moeten vestigen opdat zij voor de nodige aanpassingen zorgt.

Artikel 19 wordt dan eenparig aangenomen.

## Artt. 20 tot 36.

Die artikelen worden eenparig aangenomen.

\* \* \*

Het ontwerp in zijn geheel wordt, met inachtneming van de amendementen, in stemming gebracht en eenparig aangenomen.

*De Verslaggever,*

G. SCHIJNS.

*De Voorzitter,*

R. PÊTRE.



## ARTICLES AMENDÉS PAR LA COMMISSION.

### CHAPITRE PREMIER.

#### Champ d'application.

##### Article premier.

La présente loi s'applique aux entreprises qui occupaient en moyenne, au cours de la dernière année civile écoulée, au moins cinquante travailleurs.

Le Roi détermine les modalités du calcul de la moyenne des travailleurs occupés pendant une année civile.

Le Roi peut réduire le nombre de travailleurs visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>. Le Roi ne peut exercer ce pouvoir que sur proposition de la commission paritaire compétente pour l'ensemble ou pour une partie des employeurs qui relèvent de la compétence de cette commission paritaire, ou après avis du Conseil national du travail lorsque le règlement relève de la compétence de plusieurs commissions paritaires ou à défaut d'une telle commission.

##### Art. 2.

Pour l'application de la présente loi il faut entendre par « entreprise » l'unité technique d'exploitation visée à l'article 14 de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie.

Est assimilée à l'entreprise, pour l'application de la présente loi, chacune des divisions d'une entreprise qui occupait en moyenne, au cours de la dernière année civile écoulée, au moins le nombre minimal de travailleurs prévu à l'article 1<sup>er</sup>.

Pour l'application de la présente loi est considérée comme « travailleur » la personne qui est occupée en vertu d'un contrat de louage de travail ou d'apprentissage.

Pour l'application de la présente loi, il y a « fermeture d'entreprise » lorsque, en cas de cessation définitive de l'activité principale de l'entreprise ou d'une division de celle-ci, le nombre de travailleurs occupés est réduit en deça du quart du nombre de travailleurs qui y étaient occupés en moyenne au cours de l'année civile précédant l'année de la fermeture.

La fermeture est censée s'opérer le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel le nombre des travailleurs occupés est descendu au-dessous de la moyenne visée à l'alinéa précédent.

### CHAPITRE II.

#### Information en cas de fermeture d'entreprises et placement des travailleurs.

##### Art. 3.

Les commissions paritaires ont pour mission de déterminer les méthodes selon lesquelles l'information préalable à une fermeture d'entreprise est communiquée aux autorités, aux organismes et aux travailleurs intéressés.

## DOOR DE COMMISSIE GEWIJZIGDE ARTIKELEN

### EERSTE HOOFDSTUK.

#### Toepassingsgebied.

##### Eerste artikel.

Deze wet geldt met betrekking tot ondernemingen waar gedurende het laatst verlopen kalenderjaar gemiddeld ten minste vijftig werknemers tewerkgesteld waren.

De Koning bepaalt op welke wijze het gemiddelde van de tijdens een kalenderjaar tewerkgestelde werknemers wordt berekend.

De Koning kan het in het eerste lid voorzien aantal werknemers verminderen. Van deze bevoegdheid kan de Koning slechts gebruik maken op voorstel van het bevoegde paritair comité voor het geheel of een gedeelte van de werkgevers die onder de bevoegdheid van bedoeld paritair comité vallen of na advies van de Nationale Arbeidsraad wanneer de verordening behoort tot de bevoegdheid van verscheidene paritaire comités of bij ontstentenis van een dergelijk comité.

##### Art. 2.

Voor de toepassing van deze wet geldt als onderneming de technische bedrijfseenheid bedoeld in artikel 14 van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven.

Voor de toepassing van deze wet wordt met onderneming gelijkgesteld elke afdeling van een onderneming waar tijdens het laatst verlopen kalenderjaar gemiddeld ten minste het in artikel 1 bepaalde minimum aantal werknemers was tewerkgesteld.

Voor de toepassing van deze wet wordt als werknemer beschouwd degene die tewerkgesteld is krachtens een arbeidsovereenkomst of een leerovereenkomst.

Voor de toepassing van deze wet is er « sluiting van de onderneming » wanneer, in geval van definitieve stopzetting van de hoofdactiviteit van de onderneming of van een afdeling ervan het aantal tewerkgestelde werknemers wordt verminderd beneden het vierde van het aantal werknemers dat er gemiddeld was tewerkgesteld tijdens het kalenderjaar dat datgene voorafgaat waarin de sluiting zich voordoet.

De sluiting wordt geacht in te gaan de eerste dag van de maand die volgt op die waarin het aantal tewerkgestelde werknemers gedaald is beneden het vierde van het in het vorige lid bedoelde gemiddelde.

### HOOFDSTUK II.

#### Informatie ingeval van sluiting van ondernemingen en plaatsing der werknemers.

##### Art. 3.

De paritaire comités hebben als opdracht vast te stellen volgens welke methodes een aan de sluiting van de onderneming voorafgaande informatie aan de betrokken overheden en instellingen en aan de werknemers wordt verstrekt.

Elles sont également chargées de déterminer les méthodes selon lesquelles est organisé le placement des travailleurs.

Les décisions prises par les commissions paritaires en application des alinéas 1<sup>er</sup> et 2, peuvent être rendues obligatoires par le Roi conformément à l'article 12 de l'arrêté-loi du 9 juin 1945 fixant le statut des commissions paritaires.

A défaut de décision de la commission paritaire, dans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi, le Roi détermine les méthodes selon lesquelles l'information préalable à une fermeture d'entreprise est communiquée aux autorités, aux organismes et aux travailleurs intéressés.

### CHAPITRE III.

#### Indemnité de licenciement en cas de fermeture d'entreprises.

##### Art. 4.

Hormis le cas de renvoi sans préavis pour motif grave, le travailleur ayant au moins cinq ans d'ancienneté dans l'entreprise et dont le contrat de louage de travail conclu pour une durée indéterminée est rompu par l'employeur, soit dans les douze mois qui précèdent la fermeture de l'entreprise, soit au moment de la fermeture, soit dans les douze mois qui suivent cette fermeture, a droit à une indemnité de licenciement, excepté s'il a été immédiatement remis au travail dans une autre entreprise avec maintien de sa rémunération et de son ancienneté par son employeur ou à l'intervention de celui-ci, et pour autant qu'il ne soit pas licencié par ce nouvel employeur dans un délai de six mois.

Pour les travailleurs qui participent aux activités de liquidation de leur entreprise, le délai de douze mois visé à l'alinéa premier est porté à trois ans.

Le paiement de l'indemnité de licenciement, visé à l'alinéa premier, est effectué par l'employeur ou, à défaut de paiement par ce dernier dans le délai fixé à l'article 9, par le Fonds dont il est question au chapitre IV de la présente loi.

Le comité de gestion du Fonds peut assimiler à une rupture de contrat par l'employeur toute cessation de contrat, trouvant son origine dans la perspective ou dans la réalisation de la fermeture d'une entreprise.

##### Art. 6.

L'indemnité accordée aux travailleurs visés à l'article 4 est de 1 000 F par année d'ancienneté dans l'entreprise avec un maximum de 20 000 F.

Ces montants sont rattachés à l'indice 110 des prix de détail du Royaume.

Ils sont augmentés ou diminués lorsque l'indice atteint 112,75 points ou descend à 107,25 points. Dans la suite, ils sont augmentés ou diminués chaque fois que l'indice monte ou descend de 2,75 points par rapport au chiffre de l'indice qui a justifié soit l'augmentation précédente, soit la diminution précédente.

Le montant de chaque augmentation ou diminution est fixé à 2,5 % des montants rattachés à l'indice 110.

Zij zijn eveneens gelast vast te stellen volgens welke methodes de plaatsing der werknemers georganiseerd wordt.

De beslissingen welke door de paritaire comités getroffen worden in uitvoering van het eerste en tweede lid, kunnen door de Koning algemeen verbindend worden verklaard overeenkomstig artikel 12 van de besluitwet van 9 juni 1945, tot vaststelling van het statuut der paritaire comités.

Bij gebreke van een beslissing van het paritair comité binnen zes maanden na de inwerkingtreding van deze wet, stelt de Koning vast volgens welke methodes een aan de sluiting van ondernemingen voorafgaande informatie aan de betrokken overheden en instellingen en aan de werknemers wordt verstrekt.

### HOOFDSTUK III.

#### Vergoeding wegens ontslag bij sluiting van de ondernemingen.

##### Art. 4.

De werknemer die ten minste vijf jaar anciënniteit heeft in de onderneming en aan wiens arbeidsovereenkomst gesloten voor onbepaalde tijd, door de werkgever een einde wordt gesteld, hetzij binnen de twaalf maanden die aan de sluiting van de onderneming voorafgaan, hetzij op het ogenblik van de sluiting, hetzij in de loop van de twaalf maanden die op deze sluiting volgen, heeft, behoudens het ontslag zonder opzegging om dringende redenen, recht op een vergoeding wegens ontslag, behalve wanneer hij door of door toedoen van zijn werkgever onmiddellijk in een andere onderneming wordt tewerkgesteld met behoud van zijn loon en zijn anciënniteit, en in zoverre hij door deze nieuwe werkgever binnen zes maanden niet ontslagen wordt.

Voor de werknemers die aan de vereffeningswerkzaamheden van hun onderneming deelnemen, wordt de in het eerste lid bedoelde termijn van twaalf maanden die op de sluiting volgt, op drie jaar gebracht.

De betaling van de in het eerste lid bedoelde vergoeding wegens ontslag wordt gedaan door de werkgever, of bij gebreke van betaling door deze laatste binnen de termijn vastgesteld bij artikel 9, door het Fonds waarvan sprake in hoofdstuk IV van deze Wet.

Het beheerscomité van het Fonds kan elke beëindiging van de overeenkomst, die haar oorsprong vindt in het vooruitzicht of in de verwezenlijking van de sluiting van een onderneming, gelijkstellen met een beëindiging door de werkgever.

##### Art. 6.

De vergoeding toegekend aan de werknemers bedoeld in artikel 4 bedraagt 1 000 F per jaar anciënniteit in de onderneming met een maximum van 20 000 F.

Deze bedragen worden gekoppeld aan het indexcijfer 110 van de kleinhandelsprijzen van het Rijk.

Ze worden verhoogd of verminderd wanneer het indexcijfer 112,75 punten bereikt of tot op 107,25 punten daalt. Daarna worden zij verhoogd of verminderd telkens het indexcijfer stijgt of daalt met 2,75 punten ten opzichte van het indexcijfer dat hetzij de vorige verhoging hetzij de vorige daling gerechtvaardigd heeft.

Het bedrag van iedere verhoging of vermindering wordt bepaald op 2,5 % van de bedragen die gekoppeld zijn aan het indexcijfer 110.

Les augmentations et diminutions sont appliquées à partir du trimestre civil qui suit la fin de la période pendant laquelle l'indice atteint, pendant deux mois consécutifs, le chiffre qui justifie une modification.

La condition d'ancienneté doit être remplie au jour où le préavis prend cours ou, en cas de rupture sans préavis, au jour de la rupture du contrat.

Pour le calcul de l'ancienneté dans l'entreprise, il y a lieu de prendre en considération la période pendant laquelle le travailleur est demeuré sans interruption au service de la même entreprise ainsi que les périodes de chômage involontaire, immédiatement précédées et suivies par une période d'occupation dans la même entreprise. Les périodes d'occupation chez un autre employeur sont assimilées à des périodes de travail chez son premier employeur, pour autant que le travailleur ait accepté cette occupation pour échapper au chômage et qu'il soit revenu par la suite chez son premier employeur.

De verhogingen of verminderingen worden toegepast met ingang van het kalenderkwartaal dat volgt op het einde van de periode tijdens welke het indexcijfer gedurende twee opeenvolgende maanden het cijfer bereikt dat een wijziging rechtvaardigt.

De voorwaarde van anciënniteit moet vervuld zijn op de dag, waarop de opzeggingstermijn ingaat, of, ingeval van beëindiging zonder opzegging, de dag, waarop de overeenkomst wordt beëindigd.

Voor de berekening van de anciënniteit in de onderneming dient rekening gehouden met de periode tijdens welke de werknemer zonder onderbreking in dienst van dezelfde onderneming is gebleven, evenals de perioden van onvrijwillige werkloosheid, onmiddellijk voorafgegaan en gevolgd door een periode van tewerkstelling in dezelfde onderneming. De perioden van tewerkstelling bij een andere werkgever worden gelijkgesteld met arbeidsperioden bij zijn eerste werkgever, voor zover de werknemer dit werk heeft aanvaard om aan de werkloosheid te ontsnappen en achteraf bij zijn eerste werkgever is teruggekeerd.

---